

19, rue du Rhône
1204 Genève
Suisse

T: +41 (0)22 311 20 22
F: + 41 (0)22 310 21 93

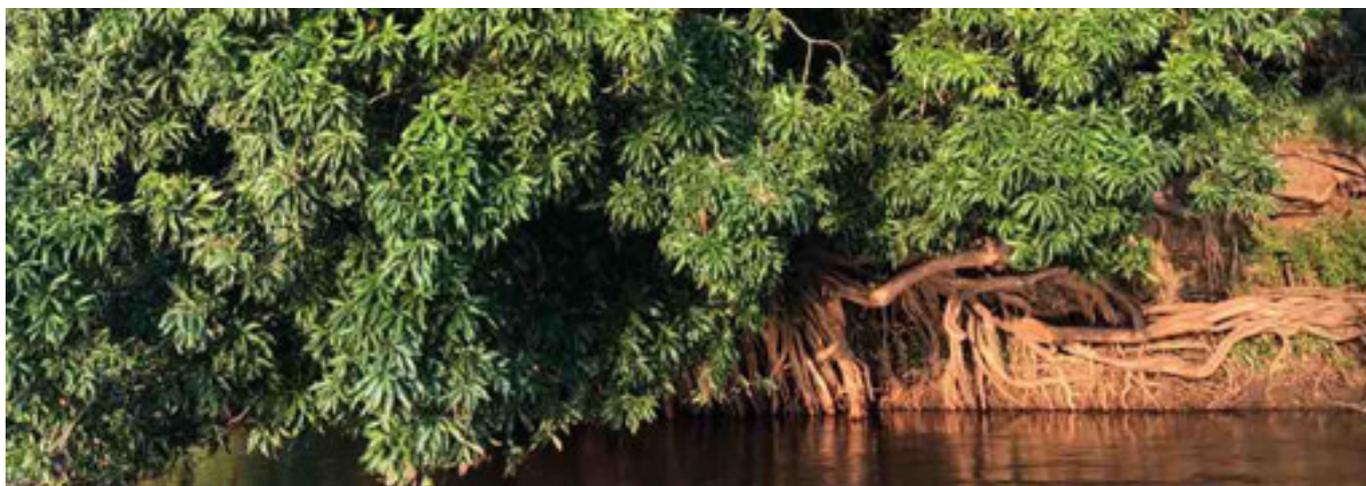


info@asase.org

www.asase.org

CCP 12-5593-0

RAPPORT DE VISITE JUBA - SEPTEMBRE 2018



Abréviations

BIH	Be In Hope
CFPDC	Centre de Formation Professionnelle et de Développement Communautaire
CIAD	Commission Internationale d'Aide et de Développement
CSSV	Centre de Santé Saint Vincent (à Nyarjwa)
EFF	Exploitation d'une Ferme Familiale
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
MIVA	Missionary Vehicles Association
MSF	Médecins Sans Frontières
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PGR	Programme Générateur de Revenus
SHP	Santé / Hygiène / Premiers Secours
SSP	South Sudanese Pound (Livre Sud Soudanaise)
SVDP	Société Saint Vincent de Paul Juba
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
UNMISS	United Nations Mission In South Sudan

SOMMAIRE

1. Le contexte	3
1.1. L'accord de paix	3
1.2. Le contexte politique et sécuritaire	4
1.3. Le contexte économique et social	5
2. Le CFPDC de Lologo – La formation professionnelle	9
2.1. L'accueil des nouveaux visiteurs et les progrès	9
2.2. Les perspectives	10
2.3. Le suivi des diplômés	12
2.4. Témoignage de diplômés	14
2.5. Formation des formateurs	15
2.6. Micro-crédit	16
3. Les PGR	19
3.1. La maison d'hôtes	19
3.2. L'atelier de confection	21
3.3. La location du camion	21
3.4. Les meubles en bois	22
3.5. La production avicole	22
3.6. La ferme-pilote	24
4. Le CFPDC de Lologo – Les autres activités communautaires	34
4.1. Une oasis	34
4.2. L'école Saint Vincent	35
5. Les autres programmes de SVDP Juba	36
5.1. Le Centre de Santé Saint Vincent	36
5.2. Le foyer Be In Hope	38
6. SVDP Juba	41
6.1. Rose, chargée des relations publiques	41
6.2. Relations avec les autorités	42
6.3. Relations avec l'Eglise	42
6.4. Relations avec les banques	43
6.5. Relations avec les auditeurs	43
6.6. Management interne	43

1. LE CONTEXTE

1.1. L'accord de paix

On estime que la guerre civile qui a éclaté à Juba il y a cinq ans a fait 380 000 morts.

Contrairement aux accords de paix précédents, qui étaient rompus le jour même par la réalité sur le terrain, les accords signés cet été semblent être pris plus au sérieux par les différents signataires.

Dans les épisodes précédents, l'IGAD (groupement régional associant huit pays est-africains¹) n'avait pas assez de pouvoir de pression. Les pays limitrophes engagés dans les discussions avaient des opinions divergentes. Certains disaient qu'il fallait commencer par la destitution du président Salva Kiir. Les Ougandais n'étaient pas d'accord, et protégeaient le président à Juba contre les armées de son opposant Riek Machar. Les Kenyans n'étaient pas unis, mais divisés, pour l'un ou l'autre des parties du conflit sud-soudanais. Bref, chacun des belligérants avait ses soutiens dans les pays voisins.

Cette fois, tous les pays ont été impliqués dans un but pacifique commun, ce qui s'est traduit dans le choix des lieux de réunion pour les tractations cet été : Addis-Abeba (Ethiopie), Khartoum (Soudan), et Kampala (Ouganda). Et aujourd'hui tous les pays soutiennent le processus de paix, pas l'une ou l'autre des parties. De fait, les rebelles ne peuvent plus aller trouver des refuges et des renforts dans les pays limitrophes (Ouganda, Soudan, Éthiopie). Et le gouvernement craint les forces de l'ONU, qui sont armées depuis un an.

Les signataires doivent former un gouvernement de transition qui sera au pouvoir pour une durée de 3 ans. Il sera composé de 35 ministres – vingt du groupe de Salva Kiir et neuf de celui de Riek Machar, le reste devant représenter les autres groupes ethniques minoritaires. « *L'accord traite des problèmes de forme mais pas assez du fond. C'est du bricolage mais pourquoi pas* », avait commenté en août Roland Marchal, chercheur au CNRS. Riek Machar va bientôt revenir à Juba, et reprendre son poste de vice-président. Il y aura quatre autres vice-présidents.

Début août, Salva Kiir avait souligné les défis posés par la composition d'un tel gouvernement de transition. « *Regardez la taille du gouvernement, regardez la taille du Parlement, comment pouvez-vous les payer ? Où les installer ?* ».

1.2. Le contexte politique et sécuritaire

Le premier samedi de mon séjour, un soldat a tiré sur des troupes de l'ONU à Yei (au Sud-Ouest du pays).

L'État ne connaît pas le nombre réel de soldats dans son armée.

Les commandants régionaux gèrent les listes de leurs troupes. Ils présentent ces listes au gouvernement pour recevoir des fonds destinés au paiement de la solde. Et personne ne contrôle les effectifs déclarés. La plupart des généraux sont millionnaires.

Kiir le sait bien. Il a récemment déclaré : « *On ne peut plus tolérer des généraux qui ne le sont que dans leur foyer.* » Mais il ne peut rien faire : il sait que ces militaires corrompus le protègent.

Mais il sait aussi que les soldats, qui ne sont pas payés pendant des mois, risquent de se rebeller contre le gouvernement².

Tous les chefs de guerre veulent devenir gouverneurs pour avoir accès aux ressources.

Quand ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, ils se rebellent. Il y a quelques années, l'un d'eux avait commis des illégalités et avait été jugé coupable. La maison du juge avait été attaquée, et le condamné libéré par l'armée.

C'est pareil avec la plupart des membres du gouvernement : quand Kiir en limoge un (toujours pour des attaques personnelles), il se rebelle. A présent, Kiir les attaque s'ils se rebellent.

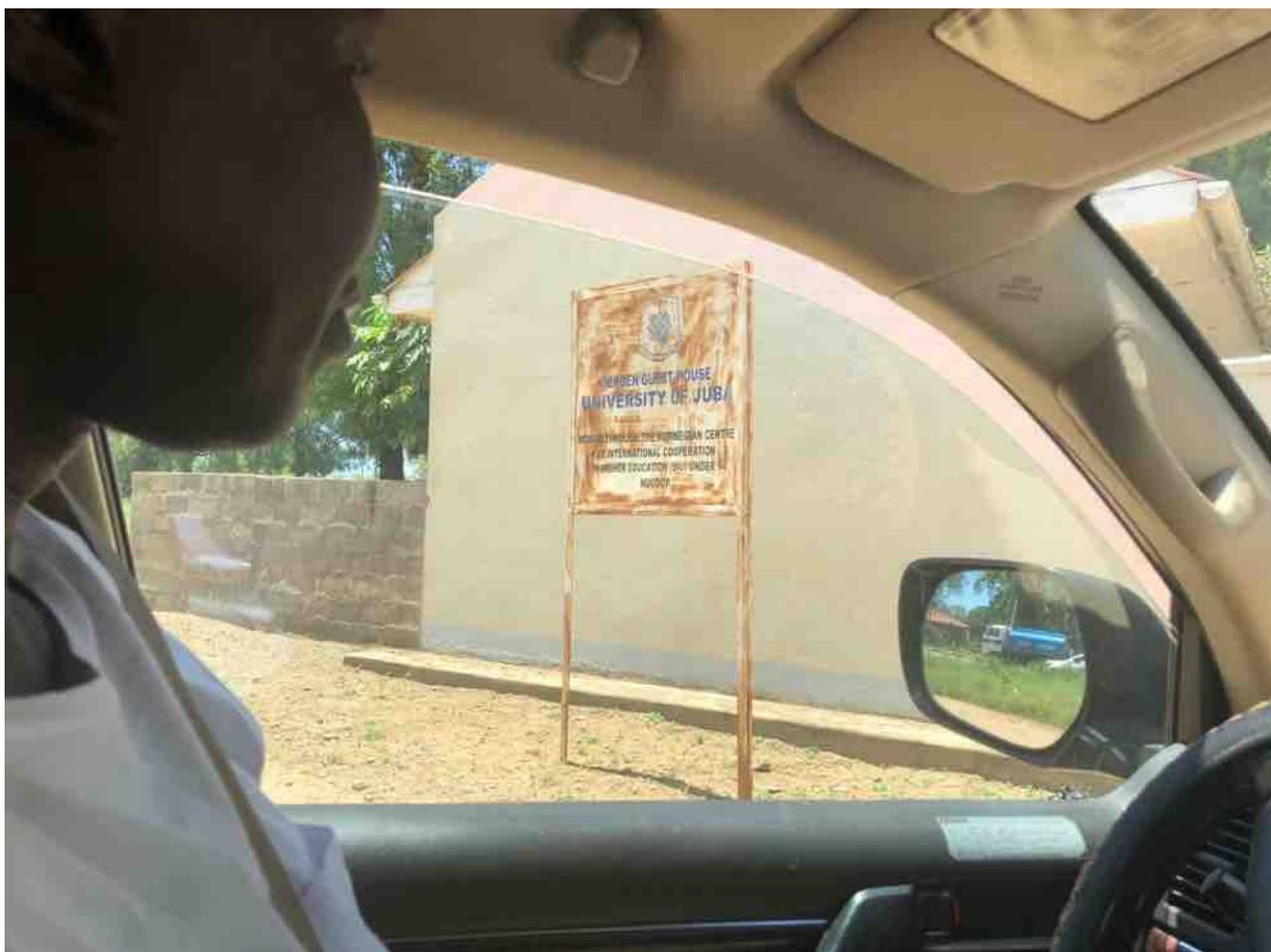
¹ Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Ouganda.

² Rappelons que les Nuers constituaient 75% de l'armée avant la guerre civile.

Par exemple, Paul Malong, l'ex *Chief of staff*, s'est fait viré parce qu'il était considéré comme trop arrogant dans ses discours publics. Et le remplaçant de Malong travaille à constituer une armée nationale incluant toutes les tribus (en plus des tribus principales que sont les Dinkas, les Nuers, les Shilluks et les 8 tribus qui parlent le Bari). Est prévue également la dissolution du SPLA et des milices. Mais encore une fois, la loyauté qui prévaut est la loyauté personnelle au président.

Les onze soldats qui avaient commis des atrocités dans un hôtel pour expatriés en 2016 (dont le viol d'une femme et le meurtre d'un journaliste) ont été emprisonnés. C'est le Ministère de la Défense qui va payer les indemnités à l'hôtel et aux victimes. Pour le meurtre, c'est 51 vaches, selon les lois coutumières des Nuers et Dinkas.

Selon un décret présidentiel récent, quiconque tire une balle sans raison peut être poursuivi. Lorsque Betram m'accueille dans sa maison d'hôte universitaire (cf photo) où il vit depuis plus de deux ans (après avoir, en plein combat, quitté sa maison, située dans un quartier trop dangereux), il me raconte que les locataires ont demandé aux soldats qui étaient auparavant postés devant, de partir, parce qu'ils étaient plus dérangeants que rassurants. Ils tiraient sans raison réelle.



Sur la route de Nyarjwa, après Gudele, lorsqu'on se rapproche de la ferme-pilote, tous les 200m, il y a des patrouilles, parce que la ferme du président n'est pas loin. Et un centre de formation militaire. A part l'armée et la police, il y a la National Security, l'Internal Security et l'External Security. Les membres de la National Security, à l'instar des *moujahedins* d'Omar el Bachir au Soudan, sont utilisés quand quelque chose porte atteinte au système. Ce sont des forces loyales au système, plus qu'à la nation. Ils sont bien armés, mieux que l'armée. Ils arrêtent les opposants politiques et les interrogent à la *Blue House*.

1.3. Le contexte économique et social

Le Soudan du Sud est classé parmi les pays où sévit le plus **la corruption**. L'impunité règne, et sur ce plan, rien n'indique que cela va changer.

Quand le président Kiir est allé aux États-Unis, ils lui ont montré une liste de 75 membres des instances dirigeantes (liste où figuraient les noms de Kiir lui-même et de Machar) qui avaient accaparé toutes les ressources du pays, avec une estimation des détournements chiffrée en millions pour chacun. « *Faites quelque chose avec ces gens* », a-t-on recommandé à Kiir. Qui n'a pas divulgué cette liste lorsqu'il est revenu au pays.

Et le parlement, au courant, n'a pas voulu lancer une procédure de destitution du président.

La reprise ou non des combats, l'ambiance sur les marchés, reflètent la manière dont se déroulent les réunions des belligérants. Cette fois, **les gens croient au retour de la paix**.

Les ruraux déplacés sont retournés dans leurs villages. Il y a moins d'enfants qui mendient dans les rues.

L'inflation est moins élevée que les années précédentes.

Le taux de change dont bénéficie SVDP est de **200 SSP/\$** (les budgets ont été établis sur la base d'un taux de change de 184 SSP/\$).

Fitiye, un des chauffeurs de SVDP, nous conduit à Nyarjwa. Sur la route, **les stations-service sont à nouveau en activité**, depuis un mois. Le gouvernement a officialisé le cours du marché noir. L'essence se paye à environ 270 SSP/l (1,35\$/l). Mais certains « officiels »

obtiennent leur essence par une filière directe, au taux fixe (et subventionné) qui prévalait auparavant (22 SSP /l, soit 0,11\$/l). « *Avant* », raconte Betram, le coordinateur local de SVDP, « *on pouvait faire la queue devant les stations pendant quatre jours. Et quand vous arriviez devant la pompe, il n'y avait plus d'essence et il fallait attendre pour un nouvel approvisionnement la semaine d'après !* »

Certains champs pétroliers reprennent leur activité. Six diplômés du CFPDC ont été embauchés (à de très bons salaires) par la Nile Petroleum Company en août sur celui de Falluj, dans l'État de Northern Upper Nile, le seul qui a continué à fonctionner pendant la guerre civile. Tous ceux de l'État de Unity avaient fermé.

Pour sortir de l'accord (mal) négocié avec le Soudan, les Soudanais du Sud devront construire leurs propres raffineries. Ni les Américains, ni les Anglais, ni les Russes n'ont accepté. La France regarde ailleurs. Ça sera les Chinois.



On s'arrête à Gudele II, pour acheter quelques denrées. Le «II» après le nom d'un quartier - comme Lologo II, où se situe le CFPDC - désigne l'extension d'un quartier suite au retour des déplacés de Khartoum. Dans ces quartiers vivent donc essentiellement d'anciens habitants du (Nord) Soudan.



Les Chinois se sont engouffrés dans la brèche laissée par le retrait des pays occidentaux. Ils pratiquent le *land grabbing* systématique. Ils débarquent, s'adressent aux communautés, et leurs promettent en échange de leurs terres des projets communautaires qui ne sont jamais réalisés ou qui sont réalisés n'importe comment (maisons construites bizarrement, écoles dont le toit s'envole...). A Nyarjwa, où se situe la ferme-pilote de SVDP, la communauté s'est rebellée, l'accord n'ayant pas été respecté. Ce sont aussi les Chinois qui exploitent les carrières de sable dans la région, pour faire des briques. Ils ont le monopole de ce commerce.

Pour donner une idée des **conditions de vie des directeurs de SVDP**, chez Betram, l'air conditionné ne fonctionne pas, le ballon d'eau chaude non plus, et la télévision de sa chambre non plus. Mais les choses s'améliorent : l'année précédente il n'avait de l'électricité que 2h par jour ; à présent, jusqu'à 22h. William Takido, son adjoint, loue, à 40 minutes de Lologo, une maisonnette de deux pièces sans eau, sans électricité, mais il est content parce que ce n'est pas cher : 2000 SSP/mois (10\$!). Le minibus de SVDP vient le chercher vers 7h, il arrive au CFPDC à 8h. Il n'a pas de voiture, mais il sait conduire. Il est séparé de sa femme à qui il verse une pension mensuelle de 18 000 SSP (90\$). Elle a un salon de coiffure à Konya Konya, un quartier animé de Juba. Ils ont trois enfants. Rappelons que selon la coutume locale, pour se marier, l'homme doit payer une dot³ aux parents de sa fiancée. Et s'il ne paie pas, il peut aller en prison.

³ Fin octobre, une jeune fille de 17 ans a fait l'objet d'une enchère sur Facebook, organisée par sa famille. Cinq personnes ont participé, dont des hauts fonctionnaires du gouvernement. Un homme d'affaires a remporté l'enchère en proposant à la famille 500 vaches, trois voitures de luxe et 10 000 dollars. Le mariage a eu lieu le 3 novembre.

Ici, tout le monde veut faire des études supérieures. Les Coréens avait un projet de Centre de formation à l'université de Juba. En 2014, l'université a invité Betram à une réunion qui n'a mené nulle part. Quand le soutien des universités américaines à l'université de Juba s'est arrêté, Betram a été également invité. Il a fait un commentaire qui a moyennement plus à la direction : *« Quand les bâtiments ont été construits, c'était supposé être un centre d'enseignement technique, pas académique, a-t-il dit. Et c'est ce genre de formation dont le pays a besoin. Toutes les anciennes écoles techniques ont été transformées en universités, et dans les mêmes bâtiments. Ce qui a fait disparaître les écoles techniques. »*

Nous avons rencontré **Nyiel Gordon Kuol**, la demi-sœur⁴ de Betram, plus jeune que lui. Elle est professeur assistante à l'Université John Garang en faculté de Sciences et Technologie.

Mais c'est sur son travail en tant que **présidente bénévole de la Fédération des Femmes d'Affaires** que nous l'avons interrogée. L'objectif de cette fédération fondée en 2013 est d'aider les femmes à obtenir un travail rémunérateur.

« Officiellement, les femmes devraient avoir 35% des postes, mais ce n'est pas le cas. 40% des Soudanaises du Sud sont alphabétisées.

Nous contactons les femmes qui sont instruites et nous poussons les entreprises à les embaucher, ou le gouvernement à leur donner des contrats d'importation sur le riz, les lentilles, le sucre.

Nous aidons les femmes illettrées, en leur enseignant (dans tous les dialectes) le minimum d'arithmétique nécessaire pour tenir une petite activité commerciale.

Nous avons aussi aidé les femmes entrepreneuses dans leur activité d'importation : nous avons organisé des voyages à Dubai, en Chine, en Turquie ; certaines ont été au Kenya, d'autres en Argentine.

Nous avons participé à des conférences, notamment en Égypte, pour écouter les témoignages de femmes d'affaires et rechercher des partenariats. Et lors de nos voyages, il y a souvent des foires où nous présentons des produits traditionnels comme par exemple du miel.

Nous avons créé un Prix de la réussite décerné à certaines femmes dont l'activité de vente de thé dans la rue avait bien été gérée, ou à la première femme pilote de ligne (pour Fly Dubai), ou encore à la première gouverneur élue.

Mais nous n'oublions pas les hommes : nous avons attribué un Prix au gouverneur de l'État de Jonglei (devenu depuis le Ministre de la Défense). Il avait construit des échoppes sur un terrain dont il disposait, et les avait données à des femmes. Nous l'avons aussi décerné au maire de Juba, qui avait construit des petites structures le long des routes, avec des parasols, au bénéfice des vendeuses de rue.

La dégringolade du cours de la livre sud-soudanaise a eu un effet dévastateur pour les femmes qui avaient essayé de monter des petites affaires dans un pays où tout est importé : leurs économies perdaient brusquement de la valeur. Nous espérons qu'avec la paix, le taux de change va se stabiliser.

Notre Fédération comptait 450 femmes (la majorité étant de classe modeste), mais beaucoup n'ont pas pu renouveler leur inscription car leurs affaires ont pâti de ces conditions économiques désastreuses. Or la grande majorité de notre budget de fonctionnement⁵ provient de nos adhérents. Nous ne recevons



⁴ Fille de la deuxième femme de son père.

⁵ 2 employées actuellement au lieu de 8 auparavant. Et le loyer des bureaux.

que quelques petites aides ponctuelles de certains ministères. Ni l'ONU, ni Oxfam ne nous ont aidées. L'ambassade chinoise nous a donné des ordinateurs.

Beaucoup d'ONGs viennent ici et donnent des formations pour créer son entreprise, mais si l'on n'a aucun capital, ça ne mène nulle part. Car pour emprunter, les banques exigent quelque bien à hypothéquer.

Il y aurait beaucoup à faire par exemple dans la transformation des denrées alimentaires, avec des petits crédits pour aider les femmes à démarrer.

Notre objectif, en favorisant le travail des femmes, est de faire changer les mentalités sur les problèmes des mariages des mineures (14,15 ans), des mariages forcés, des violences faites aux femmes. Parce que ces phénomènes sont liés au fait que les femmes n'ont pas de revenus. La pauvreté engendre souvent la violence domestique. Les parents ont pour habitude de pousser leurs filles à se marier pour obtenir une dot.

Concernant la scolarisation des filles, le gouvernement n'est pas encore passé des belles paroles aux actes.

Ici, culturellement, on privilégie l'éducation de leurs fils parce que ceux-ci sont supposés subvenir aux besoins des parents. Ce qui en réalité n'est pas le cas : c'est souvent les filles qui s'occupent des parents. Et puis, dans la mentalité des parents, la fille va se marier, elle va devenir la propriété de quelqu'un d'autre. Nous passons donc ce message aux parents : si vos filles travaillent, cela permettra d'une part de scolariser vos petits enfants, quel que soit leur sexe, et d'autre part, vous bénéficierez de revenus qui ne seront pas ponctuels, contrairement à la dot. Et nous disons aux femmes : ne restez pas à la maison, sortez et allez travailler.

Et nous disons aussi : si vos filles sont éduquées, elles pourront mieux assurer la santé de leurs enfants.

Nous ne voulons pas faire la révolution contre les hommes et leur pouvoir, mais nous voulons encourager l'égalité hommes/femmes dans la société. »



Quid des médias ? Les journaux survivent en pratiquant une forme d'autocensure.

On compte quatre radios : une gouvernementale, une liée à l'Eglise, une de l'ONU, une issue de la société civile. Toutes viennent ou sont venues au CFPDC de Lologo. Celle de l'ONU est venue deux fois avant la crise de 2016. Elle est sous pression du gouvernement, car elle était une voix critique.

Il y a deux télévisions, une gouvernementale et une privée, de médiocre qualité.

L'Eglise peut être aussi victime de l'insécurité, comme en témoignera tristement l'assassinat, mi-novembre, suite à une tentative d'enlèvement, d'un prêtre jésuite dans un état du centre du pays.

Le premier dimanche, lorsque nous sortons de la messe (office en arabe) à la cathédrale Kator de Juba, nous devons attendre plusieurs minutes avant de pouvoir ressortir du parking car une armada de véhicules et de soldats arrivent pour l'office suivant, en anglais. C'est probablement l'escorte du président ou d'un haut responsable gouvernemental. Je retiens surtout un des textes du jour (Lettre de saint Jacques, 2, 15-16) qui m'a rappelé les fondements de ma mission : « Si l'un de vous leur dit : « Allez en paix ! Mettez-vous au chaud, et mangez à votre faim ! » sans leur donner le nécessaire pour vivre, à quoi cela sert-il ? Ainsi donc la foi, si elle n'est pas mise en œuvre, est bel et bien morte. »

2. LE CFPDC DE LOLOGO – LA FORMATION PROFESSIONNELLE

2.1. L'accueil des nouveaux visiteurs et les progrès

Cette année, j'ai eu le plaisir de faire ma visite en même temps que Lucienne Bittar - membre du Comité exécutif d'ASASE - et deux membres de notre partenaire français Opération Orange de Sœur Emmanuelle, Patrick Cuinet, le président, et Jean Roussineau, membre du Relais Anjou. Cette visite était pour eux trois une première.

Je pense qu'ils se souviendront longtemps de l'accueil qui leur a été réservé lors de leur entrée dans le CFPDC de Lologo. J'étais arrivé quelques jours avant. Eux venaient d'arriver, et, après une nuit très courte au Caire et les retards de leur vol, leur état de fatigue a dû encore accentuer leur impression d'halluciner et l'émotion ressentie au vu des centaines de personnes rassemblées qui chantaient des chansons composées en leur honneur, où figuraient les noms de chacun !



C'est donc au travers de cette incroyable haie d'honneur qu'ils sont entrés dans le CFPDC et ont découvert, dans la foulée, les différents ateliers et salles de cours.

Les 7 formations enseignées dans le CFPDC se poursuivent sans problème particulier et je ne mentionnerai ici que les **évolutions constatées dans les ateliers de formation**, qui correspondent à ce qui avait été prévu pour cette première année de la phase IV (2018-2020).

En Couture, l'effectif des apprentis compte cette année 28 femmes et 3 hommes handicapés.

En SHP, les kits d'outillage⁶ qui seront distribués aux apprentis les plus méritants en décembre seront encore améliorés par rapport à ceux de l'année dernière.

En EFF, les kits comprendront cette année des pulvérisateurs pour pesticides et davantage de variétés de graines.

En Électricité, nous avons pu admirer les nouveaux panneaux électriques (voir photo page 12).

En Maçonnerie, nous avons constaté que le volet « plomberie » est enseigné.

⁶ Les kits d'outillage ont été achetés en Ouganda en novembre. C'est le camion de SVDP qui a fait la course.

En Informatique, les sessions ont été allongées pour approfondir un peu l'initiation : on est passé cette année de trois sessions de 3 mois à deux sessions de 4,5 mois.

En Réparation automobile, l'introduction de l'électronique cette année se passe très bien (cf photo).



2.2. Les perspectives

Suivant une suggestion de notre donateur principal, le Canton de Genève, SVDP va étudier la pertinence de la **création d'une organisation réunissant les diplômés du CFPDC.**

Lors d'une réunion au Service de la Solidarité Internationale de l'État de Genève début octobre, ont été posées les questions initiales qui détermineront l'orientation de ce projet éventuel.

Tout d'abord il s'agit de définir quel sera l'objet principal de cette organisation. Offrir un point de rencontre entre employés et employeurs ? Répondre aux demandes croissantes (en quantité et qualité, avec le retour à la paix et le développement de la région) des employeurs ? Contrôler la qualité des travaux réalisés ici ou là ? Établir une échelle de référence des compétences de ses membres ?

En tous cas, ce sera plus qu'un réseau d'anciens apprentis du CFPDC.

Betram a rappelé que les diplômés se constituent souvent déjà en petits groupes lorsqu'ils décident de s'associer en affaires.

Ensuite il s'agira de définir la qualité des membres de l'organisation, au-delà des diplômés justement.

De ces réflexions initiales devrait se dégager le choix de la forme de l'organisation (association, syndicat, coopérative) et son organisation (par métier, règlement intérieur etc.)

Enfin, cette nouvelle structure serait constituée avec l'approbation du gouvernement et bénéficierait de l'expertise de ressortissants d'autre pays, comme le Kenya.

Betram a déjà rencontré un certain William, président de la Trade Union Association, qui a une expérience préalable à Khartoum.

L'une des excellentes nouvelles pour les diplômés du CFPDC et le développement de Juba est le démarrage de la **mise en place d'un réseau électrique à Juba.**

Lors de nos déplacements dans la ville, nous avons souvent vu des équipes d'ouvriers ériger des pylônes le long des voies.

Ce projet, qui aurait dû démarrer en août 2015 et bénéficiait à l'origine d'un financement de l'African Development Bank, avait été reporté à cause de la guerre civile.

J'ai rencontré deux diplômés en électricité de la dernière volée (2017) : Emmanuel Muto et Kamal Osman sur leur lieu de travail itinérant (ci-contre).

Quatre autres diplômés du CFPDC travaillaient ailleurs, pour la même société chinoise.

Leur travail consiste à ériger les pylônes et les câbler.

Auparavant, Emmanuel a travaillé pour le réseau téléphonique Vivacell. Quand le gouvernement a décidé fin mars de fermer le réseau de cette société libanaise pour non-paiement de la licence d'exploitation (66 millions de \$ d'arriérés), Emmanuel s'est d'abord mis à son compte.

Puis il a reçu un coup de téléphone l'informant que la China Power Company cherchait des techniciens qualifiés en électricité.

Il a passé les entretiens d'embauche avec succès et a commencé une période d'essai de six mois.

Pendant cette période d'essai il a été payé 10 000 SSP/mois (50\$).

En octobre, Emmanuel devait donc être embauché sous contrat, à un salaire supérieur.

Lorsque je l'ai rencontré, il travaillait en équipe avec un autre diplômé, Kamal. La période d'essai de Kamal n'étant que de trois mois, j'ai demandé au superviseur du chantier de m'expliquer ces disparités. Il m'a répondu : « Avec les Chinois, ça dépend de leur humeur. S'ils sont de bonnes humeurs, ils fixent la période d'essai à trois mois. »



Enfin, conformément au plan d'action établi pour cette phase IV, **l'enseignement des techniques de soudure sera introduit l'année prochaine en formation Électricité.**

L'intégration de techniques connexes dans certaines formations (la plomberie en formation Maçonnerie et la soudure en Électricité) correspond à une demande sur le marché du travail : SVDP a remarqué que les diplômés ayant acquis des compétences techniques variées ont davantage de chances de trouver du travail que ceux n'ayant qu'une compétence spécialisée.

L'introduction de cette nouvelle technique exige la construction d'un atelier respectant les normes de sécurité : entièrement métallique, haut de plafond et avec une ventilation.

Le partenaire autrichien Pro Sudan qui avait financé la machine à souder il y a quelques années s'était proposé de financer ce nouveau bâtiment à hauteur de 25 000 \$, mais ayant eu actuellement des difficultés à récolter des fonds, il ne peut pas répondre à ce besoin.

Fin octobre, ASASE a donc envoyé 27 000 \$, comme versement anticipé d'un don 2019, pour permettre le démarrage de la construction de cet atelier de soudure dès à présent.



2.3. Le suivi des diplômés

Tout d'abord, **quelques informations ponctuelles**, récoltées au fil de nos rencontres et discussions.

Nyiel Gordon Kuol (cf p.7) loue le travail de SVDP. Elle appelle les diplômés du Centre des « ingénieurs ». « On les appelle comme ça parce qu'ils font un travail d'ingénieur », dit-elle.

Elle me raconte le parcours de Deng, leur neveu, qui résidait en d'Australie. Là-bas, il avait arrêté l'université et on ne voyait pas d'avenir pour lui. Il est venu au Soudan du Sud en vacances, et a décidé d'intégrer la formation Maçonnerie à Lologo. Son diplôme en poche, il est allé à Kigali, au Rwanda, faire

une année supplémentaire de perfectionnement. Quand il est revenu au Soudan du Sud, il a pu gérer de nombreuses missions, et a obtenu des contrats. Il est reparti en Australie où il travaille actuellement pour une société de construction.

Elle évoque aussi le cas d'un autre neveu, Ajak, 19 ans, qui était inscrit à l'université de Juba. Il a suivi la formation en Électricité au CFPDC. Il travaille beaucoup actuellement au Soudan du Sud, notamment dans le secteur pétrolier.

J'ai rencontré **le nouveau chargé de suivi des diplômés, Jackson Kenyi**, le remplaçant de Charly, qui n'avait pas fait les progrès demandés.

Jackson travaille avec Isaac, son assistant.

Jackson a une expérience dans les statistiques : il travaillait au Ministère du Développement Social, en partenariat avec l'UNICEF. Et il faisait partie de l'équipe qui travaillait pour le Central Council de SVDP Juba⁷, il était secrétaire. A ce titre, était souvent dans les bureaux.

Après sa période d'essai, Betram ne comptait pas le garder. Mais Mogga (le directeur du programme de formation) et William l'adjoint de Betram) l'ont embauché alors que Betram était absent.

Aujourd'hui, Betram reste dubitatif. Dans les points positifs selon lui, Jackson ne trafique pas les données présentées.

Il a son propre ordinateur.

Mais il aurait besoin d'être aidé pour interpréter les résultats, même après deux mois d'essai. J'ai dit à Betram ne pas trop comprendre de quelle interprétation il parlait, les résultats collectés parlant d'eux-mêmes.

L'autre point faible serait sa timidité, son manque d'initiative. Il attend les instructions. Pour un travail qui est essentiellement un travail de terrain et de contact avec les gens, c'est problématique.

Dans le bref entretien que j'ai eu avec lui, il réclamait une moto. Mais quid de la moto que nous avons financée il y a cinq ans, pour son prédécesseur ? Betram m'a expliqué ensuite qu'alors qu'il était en voyage, les directeurs ont passé la moto à un des chauffeurs qui avait des difficultés pour aller de sa maison à la ferme. Ça devait être un arrangement temporaire, mais comme souvent dans ce genre de situation, me dit Betram, c'est devenu un acquis.

Mais j'ai appris ensuite que Jackson a une moto (à titre personnel) pour laquelle SVDP lui paie l'essence. Il a même demandé qu'on la lui répare au CFPDC, ce qui a été fait gracieusement (coût : 20 000 SSP, soit 100\$).



⁷ C'est l'instance officiellement dirigeante de SVDP Juba. Dans la réalité, elle ne gère que les missions liées à l'activité caritative de proximité des Conférences, avec des bénévoles essentiellement. Ces missions, qui correspondent à la vocation la plus commune des Sociétés Saint Vincent de Paul de par le monde, n'engagent que des micro-budgets chaque année financés exclusivement par SVDP England & Wales. Les missions qui engagent du personnel salarié (comme la distribution de nourriture dans les camps de déplacés) sont managés par les équipes de SVDP Juba que nous suivons.

Un des points sur lequel il doit impérativement se former, c'est l'utilisation d'Excel. Il travaille actuellement sur l'enquête long terme concernant les diplômés de toutes les sessions antérieures. Une des difficultés qu'il rencontre est liée à la fermeture de la compagnie de téléphonie mobile VivaCell (cf p.11). Or ce réseau, utilisé par 900 000 abonnés, représentait plus d'un tiers des numéros de la base de données des diplômés. Certains rappellent et on obtient leur numéro. Sinon, il reste ceux qui utilisent les deux seuls réseaux restants, MTN et Zain.

2.4. Témoignages de diplômés

Achiek Achol, diplômée en informatique 2017

Achiek a 25 ans. Avant la formation, elle a terminé ses études secondaires et restait à la maison. Elle n'avait pas les moyens de poursuivre des études à l'université.

Après avoir obtenu son diplôme, elle a postulé pour un poste à l'ONG World Vision et a été embauchée. Elle ne connaissait rien à l'informatique avant sa formation. Ce qu'elle y a appris a été déterminant puisqu'elle utilise un ordinateur pour collecter les données, rédiger ses rapports et les envoyer par mail à son patron. « *Je n'aurais pas obtenu ce travail si je n'avais pas fait ma formation* », estime-t-elle.



Je l'ai rencontrée (à gauche sur la photo) alors qu'elle travaillait sur le même projet (soutenu par le PAM) que celui pour lequel SVDP Juba avait prêté ses infrastructures du CFPDC l'année dernière. World Vision s'est installé cette fois dans un autre centre et accueille des candidats à une aide financière mensuelle. Chaque bénéficiaire reçoit une carte. Chaque mois, quand la personne vient toucher cette aide en espèces (45\$), son identification est vérifiée avec ses empreintes digitales.

Le salaire mensuel d'Achiek est 37 000 SSP (185 \$). Elle est contente d'avoir ce travail.

Elle n'est pas mariée, mais elle a la charge de ses petits frères, qui sont actuellement réfugiés au Kenya, dans le camp de Kakuma.

Parallèlement, elle a pu s'inscrire à l'université. L'après-midi, elle y suit les cours de Paix et Résolution des conflits.

Michael Jollet, diplômé en Maçonnerie 2017

Michael, 23 ans, travaille à la PowerChina Cie depuis avril.

C'est son premier emploi après avoir été diplômé.

Son travail consiste à creuser des trous et les remplir de ciment et d'agrégats pour qu'une autre équipe y plante les pylônes.



Avant sa formation, Michael n'avait pas de travail régulier, et prenait les petits boulots qui se présentaient. Il a été scolarisé jusqu'en troisième année de secondaire (soit l'avant-dernière année selon les cursus du pays). Il dit avoir volontairement arrêté parce qu'il voulait devenir un technicien.

Il est très satisfait de la formation qu'il a reçue au CFPDC.

Sa période d'essai à la PowerChina Cie était supposée être de 3 mois. Mais depuis, ses employeurs remettent toujours à la semaine suivante l'établissement d'un contrat d'engagement.

Il gagne 15 000 SSP par mois (75\$).

Michael a une compagne. Il attend de gagner mieux sa vie avant de se marier.

2.5. Formation des formateurs

L'année dernière, ce sont les formateurs anglophones qui ont bénéficié d'une formation en Ouganda. Pour les formateurs arabophones (8 à 10 employé(e)s), la formation aura lieu en Egypte, au Caire, pendant trois semaines à partir de mi-février 2019.

Le coût (environ 1500 \$) sera nettement inférieur à la formation en Ouganda où l'offre incluait l'hébergement et la nourriture (à un prix prohibitif, 4500\$ au total, alors que « *ce n'était même pas bon* »). En Égypte, les bénéficiaires iront dans un bâtiment pour étudiants appartenant à l'Église. La nourriture n'y sera facturée que de 10\$/personne.

C'est à travers les contacts de Frère Michel Fleury, le donateur français très engagé avec nous sur le programme Be In Hope, que SVDP a pu obtenir cette opportunité.

2.6. Micro-crédit

J'ai rencontré un groupe de **cinq diplômées 2017 de la formation EFF** qui a bénéficié d'un micro-crédit en mars dernier de 350 000 SSP (1750 \$).

Chaque groupe d'emprunteurs a choisi un nom : le leur est « Nyaret ».

Elles cultivent un terrain près d'une rivière à proximité de Rajaf, le village où est situé le programme BIH pour enfants des rues.

Santurlina Wasuk (à gauche sur la photo), la porte-parole de leur groupe m'a montré fièrement les produits de leurs cultures : du maïs, du manioc, des aubergines, des citrons, des pamplemousses, des papayes, des goyaves, du poivre vert.

Elles m'ont montré aussi des parcelles où étaient cultivés des choux et des patates douces de sept variétés différentes.

Le micro-crédit leur a permis de contribuer à l'achat d'un petit générateur, d'une pompe et des tuyaux pour, à partir de la rivière qui coule à proximité, avoir une irrigation constante, et suffisante pour étendre les surfaces cultivées. Auparavant, elles transportaient l'eau manuellement.

La somme obtenue leur a aussi permis d'acheter des graines, d'embaucher une dizaine de personnes (dont la moitié d'hommes), et de louer des motos pour transporter les récoltes sur les marchés de Rajaf et Juba !

L'échéance finale du prêt sera en début janvier (9 mois). Mais, comme pour tous les groupes emprunteurs, elles doivent rembourser le capital prêté en trois fois (tous les trimestres). Lorsque je les ai rencontrées en septembre, elles avaient remboursé 27% du capital, soit 94 500 SSP (472 \$).

C'est donc leur première année d'activité et elles ont l'ambition de la développer encore. Santurlina me dit que les revenus obtenus pendant la saison des pluies (alors sur sa fin) sont moins élevés que durant la saison sèche, du fait d'une plus grande offre sur les marchés et donc de prix plus bas. Elle pense donc que leurs revenus vont augmenter dans les mois qui suivent. Elles m'ont montré les pépinières en prévision de la saison sèche.

Elles voulaient nous offrir leurs paniers de produits récoltés, mais nous les leur avons achetés.

Honnêtement, j'ai trouvé ce groupe de bénéficiaires absolument enthousiasmant ! Si tous les groupes pouvaient être aussi efficaces !...



Autres bénéficiaires d'un micro-crédit : le groupe *Good Friends*, formé par cinq diplômés 2017 de la formation Réparation automobile du CFPDC.

Leur porte-parole, Alex Santo, était absent lorsque je suis venu visiter le garage qu'ils ont créé en bord de route, tout près de la cathédrale Kator de Juba. Comme ils me l'ont dit, c'est un très bon lieu de passage.

Leur groupe ayant reçu le prêt de 350 000 SSP (1750\$) en août, leur petit garage n'en était qu'à son deuxième mois d'activité à peine.



Ils ont pu acheter un équipement pour l'entretien et la réparation des pneus (notamment un compresseur acheté d'occasion), activité qui représente l'essentiel de leur chiffre d'affaires pour l'instant (prix de réparation pour un pneu normal : 500 SSP, soit 2,5 \$, le double pour un gros pneu de camion), et surtout un produit d'appel pour d'autres types de service, comme la réparation de frein ou autres...

Ils vendent aussi des produits d'entretien : huile pour moteur, ampoules, pièces détachées,

A ce jour, sept groupes de cinq diplômés ont bénéficié d'un micro-crédit pour 9 mois.

Rappelons que c'est la première année que SVDP met en place ce système, et que les prêts se font en livre sud-soudanaise. Heureusement, cette année, la valeur de la livre ne s'est pas trop dégradée, et l'inflation n'a pas été comparable aux années précédentes (cf p.5). Les remboursements (également en SSP évidemment) n'accuseront donc pas une trop grande perte de valeur.

Le Comité en charge de ce programme au sein de SVDP est vigilant sur un risque : « *les groupes ont des projets d'activités et puis ils finissent par vendre des oignons parce que c'est soi-disant plus rentable* ». Il y a donc un travail de suivi à effectuer.

Mais par ailleurs, ma rencontre de deux autres groupes (dont celui présenté page suivante) va questionner un peu le travail fait en amont par le Comité d'attribution de SVDP : l'emplacement du petit commerce monté par chacun de ces deux groupes était très mauvais (isolé, dans un quartier très pauvre...).

L'un des ces autres groupes bénéficiaires du micro-crédit était le groupe **Six Stars**, formés par cinq diplômées 2017 de la formation Couture.

Je n'en ai rencontré que quatre, l'une étant malade.

Mi-mars, elles ont reçu 350 000 SSP (1750\$).

Elles ont utilisé leur capital pour acheter des tissus, du fil, et pour payer ponctuellement la maintenance des machines à coudre reçues en décembre 2017 à la cérémonie de remise des diplômes.

Leur échoppe est située dans le bidonville de Lologo, à quelques minutes de CFPDC.

L'une d'entre elles confectionnait un pantalon, une autre une robe, toujours à partir de tissus achetés, et sans commande spécifique. Une cliente, qui avait choisi un tissu, attendaient pour acheter une *galabeya* mauve à 3500 SSP (17,5 \$).



La porte-parole du groupe, Eva Marcello, se plaint que les affaires ne marchent pas bien.

Le chiffre d'affaires total d'une journée peut n'être que de 5000 SSP (25\$). Aucun moyen de réinvestir : tout passe dans les dépenses courantes de leurs familles (elles ont des enfants).

Elle pense (à juste titre) que leur emplacement n'est pas bon et préférerait être au centre de Juba. Déjà, Lologo est un quartier pauvre de Juba, mais en plus leur boutique est dans une ruelle peu fréquentée. Mais pourquoi ont-elles choisi ce lieu ? Parce que le loyer mensuel est de 5000 SSP (25\$) contre 20 000 SSP (100\$) sur les marchés de Juba, et avec 6 mois à payer d'avance. Cela aurait signifié qu'un tiers de leur prêt aurait servi à payer le loyer de leur boutique.

Et puis elles aimeraient avoir des machines capables de réaliser des travaux de couture plus lourds, comme des draps de lits etc.

Quand je les ai rencontrées, elles avaient remboursé 23% du capital, soit 80 000 SSP (400 \$).

3. LES PGR

Le nouveau chargé des ventes devrait être embauché avant la fin de l'année.

3.1. La maison d'hôtes

Nous avons (les quatre visiteurs) inauguré la maison d'hôtes située dans le CFPDC.

Nous avons été très agréablement surpris : les quatre chambres (certaines avec des lits doubles, d'autres deux lits simples) étaient très agréables, bien équipées (air conditionné, ventilateur, moustiquaire, lampes de chevet). Tout le mobilier (lit, placards, tables, chaises) est issu de l'atelier de menuiserie du Centre.

Chaque chambre a une salle de bain, avec un ballon d'eau chaude.

Le salon est vaste, avec salle TV et une grande table, un frigo et de l'air conditionné.



SVDP aimerait paver 720 m² autour du bâtiment, pour éviter les écoulements en temps de pluies, et permettre aux voitures éventuelles de se garer, ou au moins déposer les gens avec les bagages (utile en temps de pluie). Le coût estimé est élevé : entre 20\$ et 38\$/m².

Avant les pavés, il faut mettre un agrégat des roches, du sol rouge des montagnes, formant un socle compact pour que les pavés ne bougent pas.

Pour limiter le coût de ces aménagements, il y aurait la possibilité de ne mettre que ce revêtement. Comme il y a un peu de pente, il ne retiendra pas l'eau, et ça limitera la boue en temps de pluie...

L'ensemble de la zone (maison d'hôtes, jardins et restaurant) est entouré d'une clôture barbelée.

Le soir, Sam, un gardien armé, montait la garde.

Nous nous sommes sentis en sécurité.

Dans la journée, Sunday Fall, 22 ans, restait à l'accueil, derrière un bureau sur la véranda de l'entrée.

Mathilda (Ekissa), la femme de chambre, faisait tous les jours les chambres et proposait de laver notre linge.

La maison d'hôtes dispose aussi d'une cuisine, mais nous ne l'avons pas utilisée car nous prenions nos repas, préparé par Lisa, dans **un petit restaurant construit juste à côté**, dans un jardin bien entretenu par Gabriel et Soka (qui boîte, car il a reçu une balle). Le lieu est un havre de paix et de verdure que nous avons beaucoup apprécié.



Trick Cuinet se servant de café dans le petit restaurant, un matin.

Quand il n'y a pas [redacted], employés de SVDP.

La cuisine du restaurant est bien équipée : frigo, plaques, four, il y a même un micro-onde, ce qui nous a été parfois utile, le soir pour réchauffer les plats préparés par Lisa.

Un autre attrait de cette maison d'hôte est sa situation : juste en face de l'école Saint Vincent et de la chapelle du CFPDC. C'est la première année où je restais après 17h au CFPDC, lorsque tous les employés, les apprentis et les écoliers sont partis. Or nous avons eu le plaisir de voir à ce moment-là des habitants, hommes, femmes, enfants, venir répéter des chants et des danses, dans la lumière douce de la fin du jour, en prévision de la fête de Saint Vincent de Paul, le 27 septembre.

Autant d'occasions de rencontrer un peu la population avoisinante, sachant qu'il est toujours peu recommandé de se déplacer à pied dans les alentours, en tous cas sans être accompagné d'employés de SVDP habitant dans le coin.

J'ai suggéré à SVDP d'inscrire la maison d'hôtes sur le site Trip Advisor. Le lieu peut intéresser des visiteurs lambda (actuellement plutôt des employés d'ONG, à défaut de touristes !). En termes de services et d'environnement, il rivalise sans problème avec certains hôtels.

Le seul inconvénient est la localisation : Lologo est un peu excentré, et pour accéder au CFPDC, il faut conduire pendant un bon quart d'heure sur des pistes défoncées.

Le prix pour la nuit doit encore ajusté. Betram évoquait 50\$/nuit. Je venais d'un hôtel à Juba (Amarat Hotel) où j'avais payé 80\$, ce qui n'est pas cher pour Juba. Mais je crois que SVDP pourrait demander un peu plus, sachant que le deuxième générateur doit fonctionner toutes les nuits et que Betram a été un peu surpris par la consommation que cela a induit.

3.2. L'atelier de confection

L'équipe de l'atelier confection est composée de la chef et de trois assistantes, des anciennes apprenties (cf photo ci-contre).

Le chiffre d'affaire de cet atelier devrait également atteindre environ 2 millions de SSP cette année, soit 10 000 \$.

3.3. La location du camion

Ce PGR devrait pouvoir enfin voir son activité décoller.

Non seulement du fait de la reprise progressive d'un trafic normal si les conditions de paix se confirment, mais aussi parce que SVDP a corrigé un gros souci avec le chauffeur employé jusqu'à l'année dernière.

SVDP s'est rendu compte qu'il était malhonnête et que ses malversations grevaient la rentabilité du PGR depuis le début.

C'était un Ougandais, embauché pour faciliter les passages de frontière.

SVDP a découvert qu'il s'entendait avec les loueurs. Régulièrement, le camion avait soi-disant des avaries sur la route. « Le chauffeur réclamait des pièces détachées », raconte Betram, « parfois pour plusieurs centaines de dollars, et au final on avait « offert » la course aux clients. Une fois, des batteries neuves avaient été volées lors d'un arrêt soi-disant pour manque de fuel. »

Ils ont remplacé le chauffeur par un chauffeur de l'équipe existante. « Avant, un aller/retour en Ouganda, ça prenait 14 jours. Il y avait des tas de problèmes. Maintenant, ça prend 3 jours. Et pour une course à Kampala, il demandait quatre barils. Aujourd'hui, même pas un baril ! »

De janvier à septembre, le camion avait réalisé quatre voyages en Ouganda (dont deux pour SVDP), et trois au Soudan du Sud.

Le chiffre d'affaires de l'année devrait atteindre 1,5 millions de SSP, soit environ 7500 \$.



3.4. Les meubles en bois

Ce PGR fonctionne bien, et pour répondre à la demande, il compte actuellement quatre employés : Antony (le jeune charpentier), Peter (plus âgé), Daniel (assistant, diplômé) et Bol (charpentier). La photo ci-dessous montre les pupitres fabriqués pour une école publique (un contrat de 100 pièces obtenu avec la municipalité de Juba).



Un professeur de l'Université a entièrement meublé sa maison avec des meubles en bois produit par l'atelier.

Le bois est issu de forêt de la région de Yei, à 130 km au Sud-Ouest de Juba. Mais les trafiquants l'exportent en Ouganda et le rapatrient. Il est fortement taxé à l'entrée dans le pays.

Le chiffre d'affaire de l'atelier devrait atteindre environ 2 millions de SSP cette année, soit 10 000 \$.

3.5. La production avicole

Ce PGR a été mis en arrêt provisoire en début d'année, après que plus de la moitié de la dernière volée de poules pondeuses (achetées en 2017) ait été décimée.

« Après un mois et demi, leurs plumes ont commencé à tomber ; bientôt certaines poules étaient complètement nues », raconte Betram. « Et elles se faisaient picorer par les autres, qui venaient chercher du sang. Elles étaient blessées. Avec l'humidité, elles mouraient. Tous les jours, on en trouvait une dizaine de mortes. »

Résultat : celles qui ont survécu n'ont pondu que 9 mois en 2017 et ils n'ont pas pu bien les vendre pour leur viande.

Le problème selon SVDP est d'abord lié à la mauvaise qualité de la nourriture importée : elle n'était pas bien équilibrée. « *Les fournisseurs ougandais ou kényans ont triché. Et impossible de compenser l'absence des nutriments indispensables avec des vaccins.* »

De plus, la race des poules n'était pas hollandaise, comme la première fournée, de 2017, mais provenaient d'Europe de l'Est (Pologne...). Les fournisseurs disaient qu'il n'y avait pas de poules hollandaises disponibles sur le marché. « *En fait, c'est que les Hollandais sont plus chers et que ce n'est pas rentable pour l'intermédiaire. Et en Ouganda, les races d'Europe de l'Est s'adaptent bien, contrairement au Soudan du Sud.* »

Pour les poulets élevés pour leur viande, ça a été le même problème : le cycle d'élevage, qui devait commencer en juin 2017 avait été reporté en septembre à cause d'un problème avec les fournisseurs, puis encore reporté en décembre, où SVDP a accepté de prendre une race qui n'était pas souhaitée au départ. Ils étaient petits, même après 4 mois, alors que normalement, on peut les vendre après deux mois et demie. « *Ils veulent vous pousser à acheter ce qu'ils veulent* », commente Betram.

En décembre⁸ 2018, SVDP compte tout commander directement de Hollande :

les poussins, les aliments (maïs, soja), les compléments alimentaires (qui favorisent la pondaison) et les vaccins.

Tout passerait par Mombasa, au Kenya. Les taxes d'importation seront moins coûteuses que via l'Ouganda.

Le fret se ferait à travers un agent en Ouganda avec qui SVDP travaille depuis 3 ans pour l'importation de machine et autres.

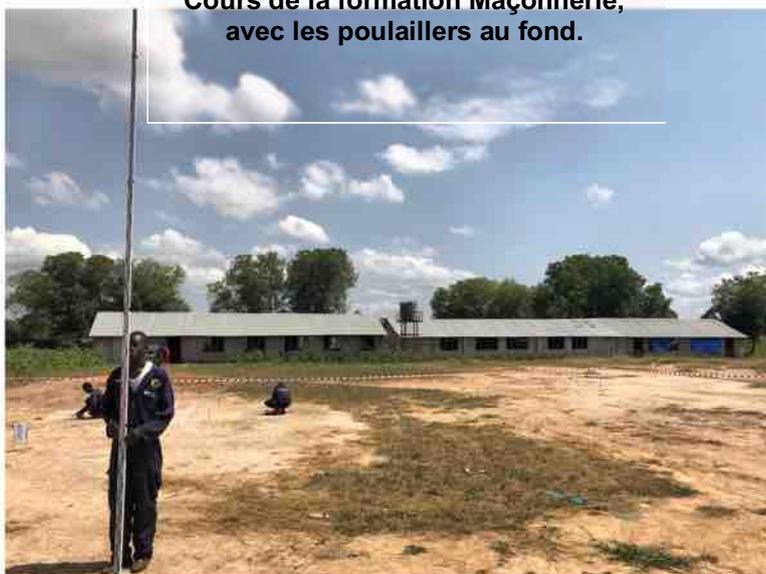
Et SVDP veut **aménager un peu les poulaillers** pour éviter la chaleur ou le froid (avec la proximité du Nil).

Enfin, il s'agit de faire **respecter les consignes d'hygiène** de manière systématique. Les managers (même Mogga) ne les respectaient pas. Par exemple se baigner les pieds dans un bain d'eau traitée avant de rentrer dans les poulaillers, et porter des chaussons spéciaux. « *Un jour, je suis arrivé là-bas* », dit Betram, « *l'accès était ouvert à tous ceux qui voulaient voir les poussins que nous avons apportés.* »

Ce PGR est délicat au plan de la production, mais très prometteur au plan commercial. Comme le dit Nyiel Gordon Kuol (cf p. 7), qui s'occupait de vendre les œufs pour SVDP, « *les œufs produits sont bien meilleurs que ceux qui sont importés. Je n'ai recommencé à manger les œufs que lorsque SVDP les a produits localement. Et le prix a été bien fixé : pas trop cher, juste en dessous du prix du marché. J'ai déjà trouvé quelqu'un qui fera l'interface avec les hôtels de Juba, qui ont déjà accepté de se fournir chez SVDP. A travers ma Fédération, j'aurai accès à un gros marché. Et ce sont les femmes qui cuisinent ! J'attends avec impatience que la production reprenne.* »



Cours de la formation Maçonnerie, avec les poulaillers au fond.



⁸ Les poussins de un jour sont sensibles à l'humidité. Donc entre août et octobre, il ne vaut mieux ne pas les commander.

3.6. La ferme-pilote

Cela a été mon premier séjour à Juba pendant la saison des pluies. J'avoue ne pas avoir vu énormément de différence avec la saison sèche. Certes, on était plutôt en fin de saison des pluies, mais tout de même, il n'a dû pleuvoir, qu'environ trois heures en journée en cumulé sur les dix jours ! Certes, il a plu aussi durant deux nuits. Mais c'était toujours des averses courtes et éparses : il avait plu trois jours avant mon arrivée, mais à Juba, pas à Rajaf, par exemple.

On constate donc, depuis quelques années, une aggravation des effets du dérèglement climatique, avec des périodes de sécheresse qui durent plus longtemps en pleine saison des pluies.

A la ferme-pilote de Nyarjwa, **le déficit pluviométrique a entraîné une réduction des surfaces cultivées par rapport au plan prévu.**

8 ha ont été plantés cette année, en deux fois.

Le maïs a été planté une première fois en mars et récolté en juillet.

C'est sur cette récolte que les employés de la ferme travaillaient durant notre visite (cf nettoyage sur la photo ci-dessous). Nous avons vu des sacs de grains de 50kg stockés (cf photo page suivante). Cette première récolte devrait en donner au final une cinquantaine.



La deuxième fois, ils ont planté en juillet. La germination a été bonne, puis la pluie s'est arrêtée. Quand ils ont semé à nouveau, étant donné l'avancement de la saison des pluies, ils ont décidé de diminuer les surfaces.

Les pluies récentes avaient ouvert les cultures, qui étaient très sèches suite à une absence de pluie pendant 15 jours. Si quelque chose en sort, ce sera à fin novembre.

Jean Roussinot a estimé à vue d'œil qu'il n'y avait qu'un hectare de maïs cultivé et un de cultures maraîchères.

Sans irrigation, on pourrait théoriquement cultiver 16ha maximum sur les 60 ha clôturés.

En gros, le terrain aurait besoin d'une irrigation 4 à 5 mois par an, surtout en saison sèche, mais aussi pour compenser les manques pendant la saison humide. On pourrait avoir deux récoltes, en décalant d'un mois.

Le plan initial qui prévoyait une irrigation par le puits agricole a dû être complètement remis en question.

Il y a quatre ans, le géologue de la société de forage qui avait fait l'analyse géophysique de la nappe phréatique disait qu'il y avait 10m³/h. Les deux puits (celui du CSSV et celui destiné à l'agriculture) ont été forés en 2014. Le débit avait été mesuré : 4,2m³/h. La société de forage avait dit que c'était peut-être dû à la capacité de la pompe.

Puis il y a eu les problèmes avec les troupeaux de bétail des nomades, le puits agricole a été endommagé, un nouveau puits foré etc.

Betram, qui se méfiait des avis des experts de la société de forage, a consulté Caritas en 2017. Caritas a dit : il y a une pompe qui a une bonne capacité, on va s'arranger avec Miva pour l'acquérir et l'envoyer.

La nouvelle pompe arrivée en janvier 2018, a été installée et testée : ça n'a pas amélioré le débit. Alors que pour le maïs, il faudrait 60 m³/h !

Betram a consulté Norbert Demmelbauer, un expert autrichien qui a travaillé partout au Soudan du Sud et qui y vit la moitié de l'année⁹ : selon lui, on n'obtiendra jamais plus de ce puits. Il n'y a pas assez d'eau en sous-sol.

« D'après mon expérience en Afrique » dit Jean Roussinot, « un puits, c'est à chaque coup une aventure. Il n'y a aucune certitude, même en France. Bon si tu prends la région de la Beauce, la nappe phréatique est à 5 ou 6 mètres. Ils ont autant d'eau qu'ils veulent. Mais l'utilisation est extrêmement régulée. » Betram renchérit : « Les Chinois ont creusé un puits à Lologo 1 qui devait donner de l'eau pour 20 ans. Un projet à deux millions. Deux semaines après, il n'y avait plus d'eau. Tu peux pomper toute l'eau et tu n'en n'auras plus après. L'eau de pluie au Soudan du Sud est récoltée dans les sols en Somalie. »



⁹ Je reviens sur son étude page 27.

Cette sérieuse déconvenue n'a pas remis en cause le bien-fondé du projet de ferme-pilote.

Jean a constaté : « C'est un terrain qui est plat. Un peu argileux, un peu sablonneux parfois, mais ce n'est pas un sol érodé, avec une carapace incultivable. Ce sont des sols cultivables. La preuve, ce sont les herbes qui poussent, dont les habitants se servent pour faire des toits et qu'ils appellent « Sudan grass », une sorte de sorgho. C'est de la belle herbe, et si elle pousse, c'est que le substrat de la ferme existe et que ça doit être cultivable. On n'a pas des rochers dans tous les coins etc. Le projet est donc valable. Après, ce qu'on cultive, et le temps nécessaire pour mettre le terrain en valeur sont deux autres questions qu'il faut se poser. »

Depuis juillet, la culture des **légumes** a été médiocre du fait du manque de pluies.

L'emplacement actuel des parcelles où sont cultivés les légumes avait été choisi parce que les terres y sont plus légères. Mais ces cultures pourraient être déplacées et rapprochées du « centre » du terrain.

Jean a remarqué que l'eau débordait du réservoir du CSSV. On pourrait donc avantageusement utiliser cette eau pour irriguer une petite zone maraîchère de 2,5 ha près du CSSV.

Une autre zone maraîchère de 2,5 ha pourrait être cultivée à proximité du puits agricole, et irriguée par déversement dans des rigoles à partir d'un réservoir légèrement rehaussé.

Enfin SVDP a le projet de construire deux serres autour du puits, pour démarrer les plants maraîchers, améliorer les semences, et protéger les cultures du soleil, en les irrigant avec l'eau du puits agricole, dont le débit suffira.

Quid des vergers ? Nous avons vu ceux qui ont survécu à la destruction des troupeaux les années précédentes. Nous avons goûté aux goyaves (photo ci-dessous). Il y a aussi des papayers.



Les arbres fruitiers consomment moins d'eau que les autres cultures, surtout que les céréales.

Mais l'exploitation d'un verger prend du temps à démarrer : les arbres actuels, plantés il y a cinq ans, n'ont donné leurs premiers fruits que l'année dernière.

Et il faut apporter de la plus-value en transformant les récoltes, sinon ce n'est pas très rentable.

Pour Nyiel Gordon Kuol (cf p.7), encourager les Soudanaises du Sud à se mettre aux techniques de *processing* alimentaire est une priorité d'action pour son organisation : comment préserver et conditionner

la nourriture¹⁰, et notamment les fruits (mangues, papayes...). Elle-même a été se former en Chine sur les techniques de séchage solaire (avec ou sans sècheuses).

En tout état de cause, des arbres fruitiers (bananiers, goyaviers) pourraient être plantés le long du ruisseau qui coule à l'est¹¹.

Par ailleurs, les directeurs de la ferme ont toujours en tête le projet phytothérapeutiques en vue duquel ont été plantés certains arbres il y a quelques années, comme les acacias à l'ombre desquels nous avons déjeuné (cf photo).



Le maïs et le sorgho, tout le monde en consomme dans le pays. Plus que le manioc.

L'alimentation locale est basée à 80% sur ces céréales.

La culture du sorgho est moins gourmande en eau que celle du maïs, mais contrairement au sorgho, les grains de maïs sont enveloppés, et donc protégés des oiseaux, qui raffolent des grains de sorgho sucrés. « *Pour lutter contre les oiseaux, les locaux érigent des petites structures en bois* », m'explique Betram. « *Ils envoient leurs enfants dessus pour chasser les oiseaux quand ils viennent le matin et le soir. Souvent, les enfants ratent l'école à cause de ça.* » Il y a aussi la possibilité d'utiliser de pulvériser des produits chimiques.

Un sac de farine de 20kg est vendu à 15 000 SSP (75\$) aux détaillants.

Pour une vente aux organismes de l'ONU, ce sont des sacs de 50kg.

« La seule solution, si vous voulez cultiver du maïs et du sorgho : c'est l'irrigation par la rivière. »

Telle est la conclusion de l'étude préliminaire de Norbert Demmelbauer et Johannes Winkler, faite sur place et financée par SVDP Juba.

La rivière dont il est question est située à l'ouest du terrain, à 900m de son centre. 300 mètres sont en dehors du terrain.

Le niveau de cette rivière peut varier de plusieurs mètres d'une année sur l'autre : cette année, le niveau était 2 à 3 m plus bas que l'année dernière.

Pour cultiver 40ha de céréales, le débit quotidien nécessaire est de 600 à 700m³.

¹⁰ Au Soudan du Sud, on mange beaucoup de viande et poisson séchés.

¹¹ Ruisseau qui peut déborder, comme c'est arrivé cette année, ce qui a obligé SVDP à déplacer la clôture de quelques mètres.

Cette option nécessitera de :

- aménager un grand réservoir (excavation avec des rochers), pour prévenir les risques d'assèchement.
- enfouir des canalisations (suffisamment profondément pour qu'elles ne soient pas endommagées pendant les labours) depuis la rivière jusqu'au centre du terrain ;
- obtenir l'accord de la communauté locale pour l'installation des canalisations sous les 300 m situés en dehors du terrain : un accord de principe a déjà été donné à SVDP ;
- installer à côté de la rivière une pompe (en hauteur, pour les crues), avec un filtre pour le sable, et une source d'énergie - soit des panneaux solaires (qui posent des problèmes de maintenance et qui sont une cible privilégiée des voleurs en uniformes), soit un générateur d'une puissance de 60kva¹² -, le tout protégé par des barrières et un gardien originaire du village¹³.



Pour l'irrigation sur le terrain, il a été envisagé d'acheter un système d'arrosage automatique (*sprinkler*). Mais il faudrait une machine mobile qui puisse circuler entre les plants. Trop compliquée et trop chère¹⁴, cette option a été abandonnée au profit d'un système d'irrigation traditionnel : « *channel irrigation* », en français « méthode par rigole à la raie », avec une légère pente ; on aplatit les sols en tirant de lourdes poutrelles métalliques de 4m de large avec une arête métallique dessous qui creuse un peu le sol.

SVDP a une préférence pour l'option générateur, qui permettrait de diminuer les coûts d'investissements initiaux d'environ 40 000 € par rapport à l'option panneaux solaires. Le coût d'un générateur en Ouganda est d'environ 12 000 €.

Compte tenu de ces choix initiaux, le coût estimé pour l'installation de ces équipements et une première phase d'exploitation sur 20ha de maïs est de 100 000 €.

L'année suivante, 40 000 € seront nécessaires exploiter 20ha supplémentaires.

Selon Jean Roussinot, si l'on atteint des rendements de 2,5 tonnes par hectare, ce sera bien, sachant que les rendements actuels sont d'1 tonne/ha et qu'en Ouganda, on est à 3 tonnes/ ha (mais on est plus en altitude, il y a plus de pluies)¹⁵.

¹² Comme celui du CSSV.

¹³ Ça avait aidé lorsque le CSSV a été attaqué par sept gars armés (de la tribu des Mandaris) qui voulaient prendre ce qu'il y avait dans le frigo. Le gardien, qui parlait leur dialecte, les a ramenés à la raison.

¹⁴ 22 000 € de plus que la méthode traditionnelle.

¹⁵ En France, on est à 10 à 12 tonnes /ha.

Le plan d'investissement doit être mis à jour en fonction de ces changements.

Le réservoir de 22,5 m³ prévu dans la configuration initiale n'a pas été construit et ne le sera pas sous cette forme, comme il a été dit en haut de la page précédente.

SVDP a gardé les 12 000 \$ en réserve.

Un moulin de faible capacité a été acheté cette année 4000 \$.

Il reste donc 11 000 \$ sur les 15 000 \$ envoyés pour cet investissement, mais un autre moulin de plus grande capacité est nécessaire, et SVDP a acheté une égreneuse qui n'était pas prévue.

Les deux batteuses ont été achetées (4000\$ transférés).

Tout ce matériel acheté à Kampala en Ouganda ne sera livré à Juba que début décembre.

Les sécheuses n'ont pas encore été commandées. C'est un investissement indispensable car si le maïs ne sèche pas suffisamment, il risque d'être envahi par des parasites.

Pour l'instant le maïs est séché dans un crib en bois (cf photo). Mais cette technique traditionnelle présente des inconvénients : dégâts d'oiseaux, de rongeurs, pourriture d'épis, pertes de matière sèche dues à la respiration des grains et au développement de champignons parasites etc.



Le choix du modèle de sécheuse n'était pas encore fixé par Betram. « Celles de fabrication ougandaise (calquée sur le modèle américain Maize Easy Dryer) sont plus solides que les Chinoises, et tu as une garantie de maintenance, pour les pièces détachées aussi » m'a-t-il expliqué. « Le problème des sécheuses ougandaises est qu'elles fonctionnent au bois. Où trouver le charbon ou le bois ? » Et selon Jean Roussinot, « elles sont adaptées aux petites exploitations familiales, mais dans notre cas, cela prendrait trop de temps. » Pour Betram, « les sécheuses chinoises ont l'air plus simples, elles fonctionnent au diesel, mais tu les jettes quand ça ne fonctionne pas. Quand j'irai en Australie en janvier, je passerai par la Chine (Hong-Kong ou Singapour). Je connais quelqu'un là-bas. Si je trouve la bonne machine, je pourrai la faire mettre dans un container le soir même. »

Le véhicule à benne pour transporter les récoltes n'a pas encore été commandé. Les 7000\$ envoyés cette année conformément au budget sont en réserve chez SVDP Juba mais ne suffiront pas compte tenu des dernières données recueillies par Betram : « *les véhicules à benne basculante vendus en Ouganda entre 5 000 et 7 000 dollars sont de la ferraille fabriquée dans les années 90. Les meilleurs sont de 2,5 tonnes et vendus pour un minimum de 16 000 \$, mais sans garantie quant à l'adéquation des conditions du moteur. Nous avons discuté avec Jean de la possibilité de l'acheter à Dubaï, ce qui nous serait plus profitable à long terme. Le coût ne serait pas inférieur à 15 000 \$ compte tenu de l'année de fabrication du véhicule et des frais d'expédition.* »

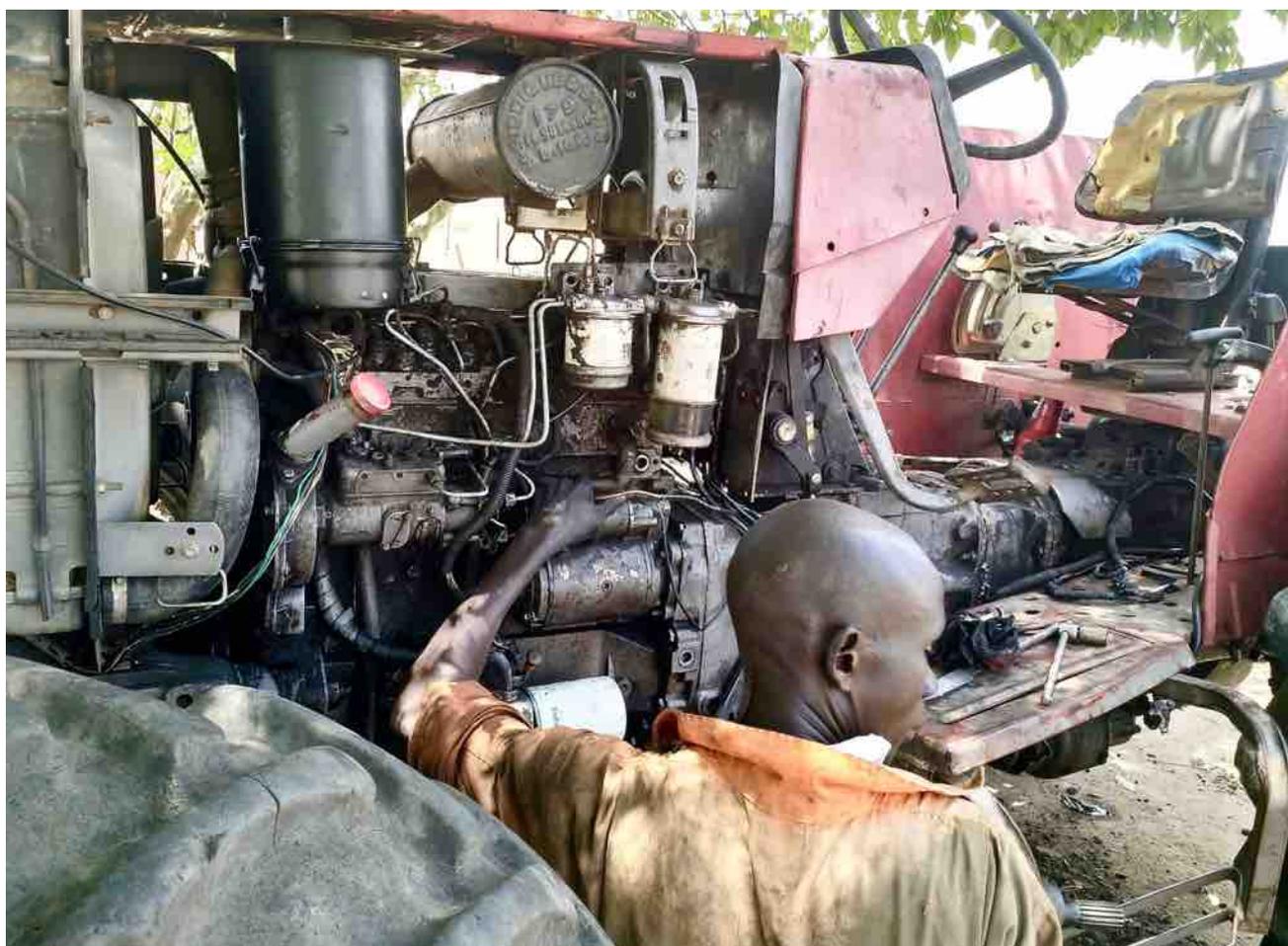
Le local de stockage de 40m² n'a pas été construit. Les 17 000 \$ envoyés cette année sont en réserve. La nécessité de construire un hangar beaucoup plus vaste apparaît aujourd'hui évidente, pour stocker les grains et les sacs de farine en les protégeant des nuisibles (rats, insectes...) et de la pluie, et pour abriter tout le matériel (machine et tracteur). « *Au cas où la farine n'est pas vendue après un mois, tu fais de la fumigation dans l'aire de stockage* », m'explique Jean.

La superficie du hangar devrait être d'environ 600m² (20mx30m).

Il y aurait une chambre de séchage, un local avec la batteuse et une aire de stockage (20x15), complètement fermée (une seule porte), avec de la ventilation en hauteur (le mur ne monte pas jusqu'au plafond), bien protégée.

La construction a commencé en novembre. Le coût est estimé à 35 000 \$.

Autre investissement qui n'avait pas été prévu dans le plan de financement initial : le remplacement du tracteur. Financé par MIVA et ProSudan en 2013, le tracteur de 80cv d'origine pakistanaise est en piteux état (cf photo). « *Il en faudrait un plus puissant, d'au moins 120 cv* », dit Jean. « *Si tu laboures avec un tracteur de puissance insuffisante, ton moteur tombe en panne constamment.* »



Au lieu d'avoir une charrue à vis, comme le tracteur actuel, le nouveau devra avoir une charrue particulière, un chisel (dents très fines) qui permettra de mieux défricher, entretenir...

Depuis qu'il est retourné en Anjou, Jean a essayé d'en trouver un d'occasion et d'une bonne marque occidentale (comme un Massey Ferguson). En effet, si SVDP passe à nouveau par MIVA, Betram n'aura pas le choix du modèle et le délai de réception à Juba va être trop long. Or pour Betram et Jean, ce nouveau tracteur est la priorité absolue: il faut que toute la terre soit prête fin février au moment de l'arrivée des premières pluies. Les semis céréaliers seront faits en mars.

Le coût, frais de transport compris, est estimé entre 20 000 \$ et 40 000 \$.

Nous avons rencontré l'équipe embauchée cette année pour gérer au jour le jour ce projet de ferme-pilote et Jean a en particulier échangé avec les trois employés principaux de la ferme. *« Les trois gars que j'ai vus m'ont paru pas mal. On a bien échangé. Il y a une base humaine qui me paraît correcte. L'organisation du travail au Soudan du Sud n'est pas une structure pyramidale comme en Europe. Ils ont chacun des compétences. Pasquale Levi est le directeur de la ferme. Il est plutôt spécialisé dans les céréales. Francis Phaniel, son adjoint, est un agronome qui présente un bon programme à la radio pour les fermiers. Il a de bonnes connaissances théoriques et pratiques. Steven Matx est aussi agronome, et s'occupe plutôt des cultures maraîchères. Leurs référents à Juba sont différents selon les problèmes. »*



Ils dorment sur place. Plus tard, ils dormiront dans les maisons en bois. Le problème pour l'instant c'est l'absence d'eau sur cette partie du terrain où sont situées ces maisons. Pour cuisiner, apporter l'eau si loin est compliqué.

Il y a actuellement deux gardes jour et nuit.

Jean a expliqué à Betram qu'il était indispensable qu'ils établissent tous les 15 jours une prévision de ce qu'ils avaient à faire et un bilan de la quinzaine précédente.

« Ils m'ont parlé de permaculture¹⁶ », raconte Jean. Je leur ai dit, les gars, la permaculture, c'est des trucs pour bobos parisiens. Ce qu'on doit faire, c'est de la culture biologique sans trop de pesticides. Et je leur ai rappelé un truc (il y avait une vingtaine de femmes qui étaient là) : l'organisation de la ferme doit tenir compte du fait qu'elle puisse être copiée, employée, par les agriculteurs de la région. Et donc le projet d'irrigation, ça ne doit pas être un projet énorme. » Cette dernière remarque de Jean fait référence à une ferme développée avec une coopération gouvernementale qu'il est allé visiter avec Betram : le Lado Irrigated Scheme. Ils ont planté dès mars. Ils utilisent la technologie israélienne d'irrigation (goutte à goutte) et font deux récoltes de maïs par an (150 000 sacs).

¹⁶ Démarche de conception éthique visant à construire des habitats humains et des systèmes agricoles durables en imitant le fonctionnement de la nature et en s'inspirant de la tradition.

A court terme, nous attendons donc les informations suivantes de la part de SVDP :

- Une mise à jour du plan de financement de la ferme, avec un point comptable entre les dépenses et les dons reçus.

- Le démarrage des communications bi-mensuelles des actions entreprises. Nous n'avons été informés de la mauvaise nouvelle de l'absence d'eau dans la nappe qu'une fois sur place. Cela aurait pu être fait dès le mois de juin. Si cela nous a paru compréhensible (Betram a voulu nous présenter sur place le plan alternatif échafaudé avec les experts autrichiens), cela a mis nos partenaires d'Opération Orange en difficulté, le relais Anjou ayant présenté cet été une demande de subvention régionale pour des investissements précis, comme le réservoir du plan initial (12 000 \$ pour une première tranche prévue pour la fin de l'année). Si la demande est acceptée, Jacques Langlais devra expliquer les changements du plan opérés.



A moyen terme, voici quelques remarques issues des nombreuses réunions de travail qui ont eu lieu avec le Relais Anjou d'Opération Orange lors de la visite de Betram à Angers en octobre :

- D'après les analyses du sol effectuées en France grâce à Jean, il est apparu que la terre (comme souvent en région tropicale) est pauvre en phosphate assimilable par les plantes. Elle est riche en phosphate organique qui doit être transformé en phosphate assimilable. « Utiliser des engrais phosphatés n'est pas la meilleure solution car cela peut endommager la fertilité du sol », explique Jean. « Pour en augmenter la teneur en phosphate, il faut faire une sorte de compost. Mais pour faire du compost pour la totalité du terrain, il faudrait solliciter tous les villages alentour. Et cela exigerait de maîtriser la température. On peut utiliser cette méthode pour la culture de légumes. Mais l'idée, pour les céréales, est de laisser la paille (les branches des pieds de maïs...) sur le terrain et quand le tracteur passe, il les déchiquette et avec les premières pluies, ça se décompose. »

- Autre problème : la croissance d'une plante, la *Sudan grass* (cf haut de la p.26) plus haute que le maïs,

qui l'étouffe. Si l'on bine manuellement, cela mobilisera un personnel considérable. Donc il faudra faire un traitement herbicide spécifique avant la plantation du maïs.

- La culture qui pourrait être introduite en assolement c'est le soja. Cela contribuerait à créer des synergies avec le programme avicole : les poules auraient une alimentation mixte soja (protéines) et maïs (glucides).

- La formation, dans le cadre de la ferme-pilote, des paysans des environs, reste une facette importante du projet global. Étant donné le retard pris sur le démarrage d'une agriculture irriguée, on ne sait pas à ce jour si ces formations commenceront en 2020, comme prévu initialement, mais il y a de la place en dehors même de la zone clôturée, qui pourrait servir pour ce but.

Diverses pistes ont déjà été explorées pour le financement des travaux du système d'irrigation :

- Lors de la visite de Betram en octobre, je suis allé avec lui au siège de Veolia en région parisienne où nous avons rencontré Jean-Marie Thierry, un ingénieur, ami de Patrick Cuinet.

Mi-novembre, Betram a envoyé un dossier de demande d'aide financière à la Fondation Veolia.

- Nous avons également été ensemble au siège parisien de SVDP International où nous avons revu Bruno Fabre, le chargé de projets de la CIAD, et où nous avons rencontré, pour la première fois, son président Bertrand Ousset. SVDP International n'a pas vocation à financer des programmes, mais a plutôt des buts de coordination internationale des SVDP de par le monde. Jusqu'à présent, les seuls fonds dont ils pouvaient parfois disposer à travers la CIAD étaient destinés aux causes urgentes¹⁷. Mais cette politique interne est en train d'évoluer et ils essaient de développer une affectation de fonds aux projets de développement, le cas de SVDP Juba étant pour eux emblématique, un exemple de ce qu'ils veulent soutenir à l'avenir ! Ce que m'a confirmé Bertrand Ousset quand je l'ai revu début novembre.

Résultat : fin octobre, SVDP Juba a reçu 15 000 € pour la ferme-pilote et recevra 15 000 € supplémentaires début 2019.

- Jacques Langlais a également un espoir de financement de la deuxième phase du projet d'irrigation (2020) par les cinq clubs Rotary d'Angers.



Un grand merci à nos partenaires d'Opération Orange, dont l'apport pour ce projet de ferme-pilote, est très important.

En repartant de Juba, Jean s'est même rendu en Ouganda, dans un Centre de Recherches en agriculture tropicale d'une université ; il a également été voir des fournisseurs de matériel et de semences.

¹⁷ Ils ont quand même envoyé des fonds en 2016 pour les camps de déplacés (14 000 €) et pour la construction de la maison d'hôtes (25 000 €). En 2017, ils ont accepté de participer au programme BIH (12 000€).

4. LE CFPDC DE LOLOGO – LES AUTRES ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES

4.1. Une oasis

Le fait que ma visite cette année se déroule à la fin de la saison de pluies et que pendant une partie de mon séjour je sois logé dans la maison d'hôtes du CFPDC, m'a permis de voir ce lieu sous un jour différent et plus favorable.

Quand on arrive des pistes boueuses (ou poussiéreuses) de Lologo, le CFPDC apparaît comme une oasis de verdure : de grands arbres offrent leurs branches aux oiseaux qui pépient le matin, et leurs ombres aux vendeuses de thé et à leurs clients ; des arbustes, taillés avec soin par Benjamin, guident le visiteur le long des allées et jusqu'aux bureaux ; des parterres de fleurs colorés, quotidiennement entretenus par Gabriel et Soka, réjouissent ici ou là le regard ; et **de nombreuses petites parcelles plantées et cultivées par les apprentis de la formation EFF ou par les employés de la pépinière**, montrent que SVDP a su joindre l'agréable à l'utile.

Ainsi, comme on le voit sur la photo ci-contre, près des futurs bâtiments de l'école sont cultivés du gombo (appelé aussi « bamia » ou « okra ») et du manioc (« kassava »).

Sur d'autres parcelles du terrain ailleurs sont cultivés du gombo et d'autres légumes.

Les produits récoltés servent pour le programme d'alimentation des enfants que SVDP assure au sein du CFPDC, ainsi que pour la cantine des employés, près de la maison d'hôtes (cf p.20).

J'ai aussi constaté **les améliorations au niveau de quelques petites infrastructures** dans le CFPDC : les nouvelles latrines pour les apprentis, dont la construction a été financées par World Vision¹⁸ en contrepartie de la mise à disposition du Centre en mars 2017 ; ou encore la nouvelle installation (environ 15 000 \$, financés en 2017), alimentée par des panneaux solaires, pour le filtrage et la distribution d'eau au millier d'enfants et d'adultes qui fréquentent le CFPDC quotidiennement.

Enfin, SVDP a des **projets d'aménagements pour mieux séparer géographiquement les différentes activités au sein du Centre**, ce qui induit le déplacement à venir de certaines activités dans des zones actuellement non utilisées du terrain de Lologo : la chapelle va être reconstruite en dur (et en plus vaste, compte tenu de l'affluence, les dimanche) avec le soutien financier souhaité du partenaire autrichien Missio ; et l'école primaire va également être déplacée (cf page suivante).

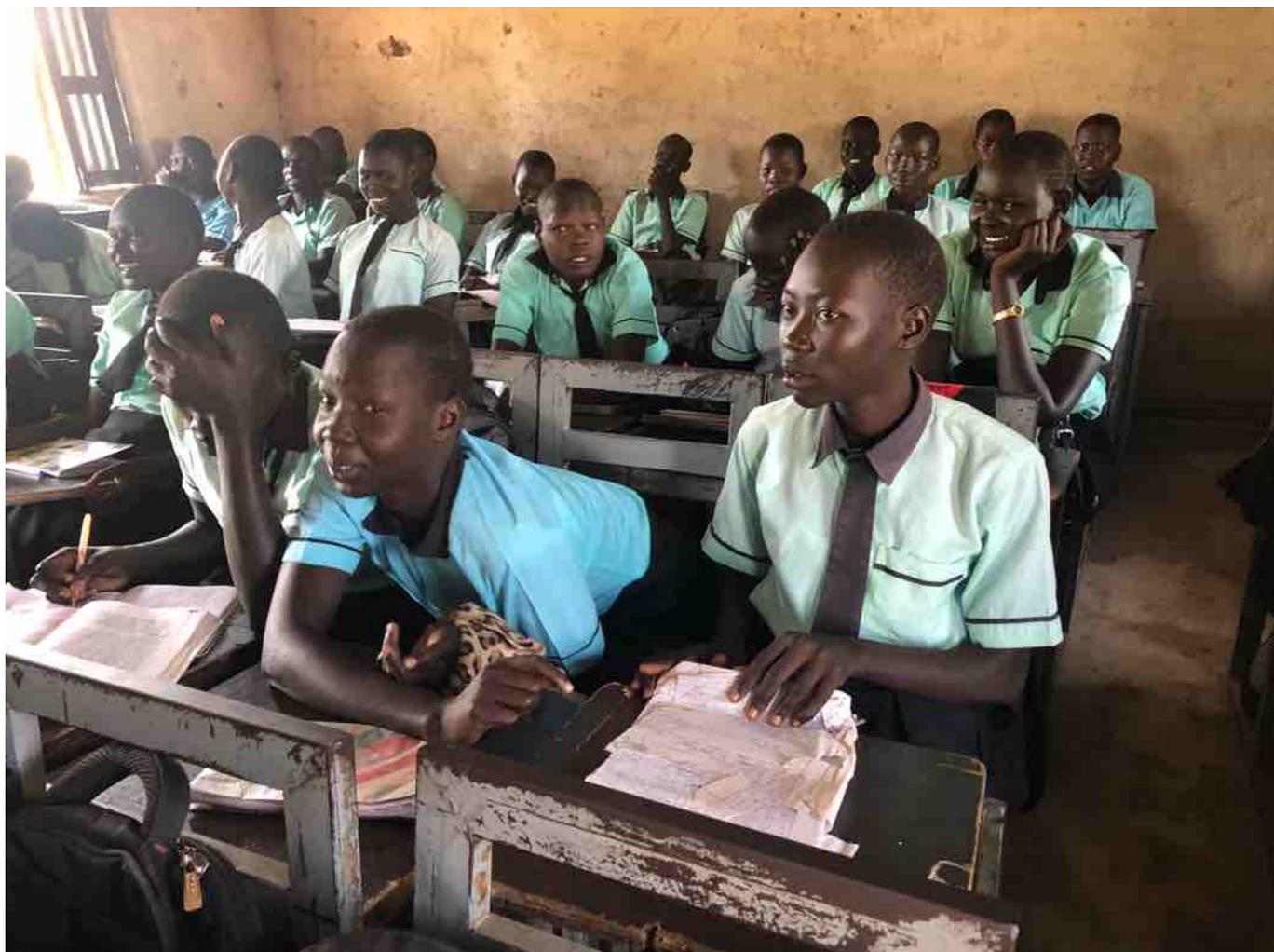


¹⁸ SVDP a aussi obtenu de l'ONG qu'elle donne 200 \$ chaque mois au chef de la communauté de Lologo pour une redistribution aux plus nécessiteux.

4.2. L'école Saint Vincent

Rappelons que cette école, initialement créée et administrée par la communauté locale est **depuis 2015 ans soutenue exclusivement par nos partenaires autrichiens** : Hilfswerk en 2015, Caritas Graz en 2016 et Missio, Caritas Graz et Hilfswerk depuis 2017.

En 2018, Caritas Graz et Hilfswerk ont donné environ 102 000 \$ et Missio 49 000 \$. Ces montants importants servent à assurer le fonctionnement de l'école (salaire des enseignants, achat de fournitures scolaires), la formation des enseignants, la distribution d'un goûter quotidien aux élèves et la construction d'un premier bâtiment en dur, que j'ai vu déjà érigé dans la zone un peu excentrée du terrain du CFPDC qui accueillera prochainement l'école et la nouvelle chapelle. La construction de trois autres nouveaux bâtiments pour l'école est prévue en 2019.



Cette école est une éclatante réussite du projet de développement communautaire de SVDP à Juba. Elle est une des rares institutions à répondre à l'énorme besoin de la région, sachant qu'on estime à 2,2 millions le nombre d'enfants non scolarisés dans le pays et que la majorité d'entre eux vivent à Juba et ses environs.

Contrairement aux autres écoles du coin, l'école est abordable financièrement même pour les plus pauvres, et elle a toujours poursuivi son activité durant ces années de guerre, ce qui a contribué à créer un sentiment de stabilité pour la population locale.

Enfin, l'école Saint Vincent est une des deux écoles de Juba qui ont affiché 100% de réussite à l'examen de fin de primaire l'année dernière. Rappelons que 2017 était la première année où l'école a accueilli ses élèves en dernière année de primaire (P8).

Et sur les 43 élèves de cette première promotion, tous ont poursuivi en secondaire dans différentes écoles de Juba, à Kator (Comboni), Gudele, ou Lologo (Martyrs International, une école privée, qui coûte 5000 SSP, soit 25\$, par an).

Cette année, la classe de P8 compte 62 élèves. Le meilleur élève s'appelle Richard. Il a 11 ans.

5. LES AUTRES PROGRAMMES DE SVDP JUBA

5.1. Le Centre de Santé Saint Vincent

Le fonctionnement annuel de ce Centre coûte cette année environ 54 200 \$.

26% du financement provient de la Société Saint Vincent de Paul England & Wales, le reste d'ASASE, dont les donateurs sont : la Fondation Coromandel (58% du total), la Fondation Papoose (10%) et des communes (6%).

Les dons d'Opération Orange se sont concentrés cette année sur le programme de formation professionnelle et les PGR (en particulier sur la ferme-pilote), mais Opération Orange a été un partenaire historique de ce Centre.

Patrick Cuiet, le président d'Opération Orange, chirurgien orthopédiste à la retraite depuis un an, a découvert le CSSV, à Nyarjwa, qu'Opération Orange soutient depuis la création, avec satisfaction.

Il a donné les antibiotiques, les pansements et les anti-douleurs qu'il avait apportés avec lui de France.

Voici son témoignage : « Il y avait une vingtaine de patients. Beaucoup d'enfants. Fiévreux. Des mamans couchées sur une natte en train d'allaiter.

C'était très propre, nickel. Tu as de la peine à le croire.



La pharmacie est pleine de médicaments contre le paludisme, qui représente la grande majorité des maladies traitées en ce moment, selon les statistiques fournies par le médecin que nous avons rencontré. J'ai aperçu aussi des médicaments contre les infections urinaires et des antibiotiques généraux.

Les autres maladies traitées en cette saison des pluies sont les bronchites et les pneumonies.

J'ai vu aussi la sage-femme, le laboratoire (ils font la goutte épaisse, pour identifier sur la lame le type de palu), la pharmacienne, qui fait payer un peu, et c'est très bien. « Parce que si ne tu fais pas payer, tu aurais plein de gens qui vont venir pour rien », nous a dit très justement le médecin. Et puis, même une contribution symbolique établit un rapport plus sain entre la population et le service rendu.

Le docteur, qui enseigne à l'hôpital Sabah pour enfants, a fait venir dans le CSSV pendant deux mois ses jeunes apprentis, pour qu'ils apprennent sur le terrain, comme on le fait avec les internes chez nous. »

Rappelons que le représentant du ministère de la Santé - un docteur qui avait travaillé en Angleterre pendant 22 ans - avait dit, le jour de l'inauguration du CSSV, que c'était le Centre de Santé le plus avancé et le plus propre qu'il avait jamais vu dans le pays.

Nous avons mieux compris la pertinence de cette assertion lorsque, à la demande de Patrick Cuinet, **nous avons visité l'hôpital public pour adultes à Juba.**

L'expérience a été bouleversante : du sang par terre, une odeur qui vous prend la gorge, les patients qui attendent à plusieurs dans la même salle de consultation, du personnel médical qui manque de tout, notamment de médicaments (distribués gratuitement) et de matériel, le peu de matériel existant étant obsolète ou endommagé.

Un malheureux dentiste nous a réclamé des instruments...

Un des médecins responsables nous a montré des machines offertes par les Chinois : elles ne fonctionnent pas parce qu'ils attendent depuis neuf mois que les Chinois reviennent avec les logiciels.

Même si elle est souvent mal finalisée, l'aide des Chinois est devenue omniprésente étant donné le contexte tendu ces dernières années entre le gouvernement et la communauté occidentale. Ils financent ainsi actuellement la construction de deux bâtiments pour l'hôpital public : un pour les consultations chirurgicales et une maternité.

Avant le déclenchement du conflit interne fin 2013, les dépenses de santé ne représentaient que 5% du budget national, et 80% des services de santé et de base au Soudan du Sud étaient déjà assurés par des organisations non-gouvernementales. On imagine la situation actuelle alors que 60% des revenus du pétrole sont alloués au budget de la défense.

La présence des équipes de MSF en particulier dans le pays est une des plus importantes au monde pour l'ONG¹⁹.

90 % des Soudanaises du Sud accouchent sans le concours d'aucune aide médicale. Le pays affiche le plus fort taux de mortalité maternelle en couches : 1 sur 48 (plus de 200 fois plus qu'en Suisse). C'était, avant la guerre, la première cause de mortalité féminine dans le pays.

Enfin, au moment où je rédige ces lignes, **SVDP reçoit la visite d'un pharmacien membre de Pharmaciens Sans Frontières Suisse**, venue à Juba en mission exploratoire pour voir dans quelle mesure l'ONG pourra soutenir le CSSV à l'avenir.



¹⁹ Plus de 3000 Soudanais du Sud travaillent, avec 300 humanitaires étrangers, pour l'ONG dans le pays.

5.2. Le foyer BIH (Be In Hope)

Notre foyer pour enfants des rues est situé à Rajaf, un village à une demi-heure de Juba. Rajaf est un des lieux principaux de la fête que l'Eglise catholique prépare pour célébrer en 2019 les 100 ans de son implantation dans la région, puisque c'est là que les premiers missionnaires se sont installés et ont érigé une église, qui était à l'origine la cathédrale du diocèse.

A chaque visite, je constate des améliorations dans le fonctionnement de ce programme, surtout au plan humain : les relations entre les 20 bénéficiaires et avec le personnel encadrant sont manifestement très bonnes. On sent que les enfants sont sereins, apaisés et fiers de leur évolution au sein du programme.



Martin, le travailleur social, est présent au foyer du mardi au jeudi. Il dort sur place. Au besoin, il revient d'autres jours. Il aide, notamment les nouveaux, dans leur scolarité, la plupart des garçons n'ayant jamais été scolarisés auparavant.

Les parents nourriciers, Nyawella Gwang Kiir et sa femme Veronica, nous disent que les enfants ont un bon comportement, à l'école, comme au foyer.

Amar, le chauffeur, conduit les garçons tous les jours à l'école St Tereza à Juba.

William Akej est dans les bureaux de SVDP à Lologo, et assure le lien avec la direction administrative.

Les améliorations constatées dans l'ambiance générale sont aussi le résultat du choix délibéré de SVDP de **privilégier l'accueil de garçons orphelins et de moins de 10 ans. Ainsi les dix nouveaux bénéficiaires sortis de la rue en janvier 2018 se sont parfaitement intégrés.**

Tous savent qu'à 18 ans, ils devront quitter le programme et être réunis à leur famille ou proches. Ils ont cependant la possibilité de rester une année supplémentaire s'ils suivent une formation professionnelle au CFPDC de Lologo. A l'issue de cette année de formation, ils doivent impérativement quitter le foyer.

Comme l'expérience a montré que certains sont plus enclins à privilégier la poursuite de leur scolarité, SVDP s'attache à leur faire prendre conscience des règles du CFPDC selon lesquelles un manque d'assiduité aux cours entraînerait leur exclusion de la formation... et donc du programme BIH.

Les garçons sont répartis dans les chambres en fonction de leur âge.

Ils cultivent des lopins de terre autour du foyer et en consomment les récoltes : aubergine, maïs, patates douces et gombo (photo-ci-dessous).



Lors de notre séjour, les garçons ont été invités (avec d'autres enfants de leur âge), à une sorte de séminaire en week-end organisé par des sœurs de Solidarity in South Sudan pour soigner l'impact des expériences psycho-traumatiques.

Dans l'enceinte de Be In Hope, il y a deux bâtiments qui appartiennent à l'église et qui étaient jusqu'à présent inutilisés : un Centre de Santé et des classes pour des séminaristes. Leur réutilisation depuis quelques mois est temporaire, en attendant que les bâtiments soient terminés, juste un peu plus loin.

Le minibus du programme a été surutilisé et doit être remplacé car il coûte à présent trop cher en maintenance. Quand il est allé en Autriche en juin dernier, Betram a demandé à MIVA, qui a accepté, de financer 50% de l'achat et l'importation d'une Toyota Hiace neuve (coût total : 27 000 €). Le reste a été financé en novembre par ASASE (21%), ProSudan (18,5%) et SVDP Juba (10,5%).

Le générateur acheté en Ouganda (et assemblé au Liban) ne fonctionne plus bien. Tous les quelques temps, il doit être réparé par les techniciens de Lologo. Et il y a un problème de pièces détachées. Ça leur a coûté près de 5000 \$ cette année ! ASASE a envoyé 11 000 \$ fin octobre pour l'achat d'un autre générateur, de 20Kva pour les besoins du foyer (lumière + pompe pour le puits).

Un des garçons, Pasquale, 17 ans, était atteint de la tuberculose depuis deux mois. Il était sous traitement et sous quarantaine chez des connaissances, pour éviter la contagion de ses camarades du foyer. Le bacille de Koch est un agent infectieux qui se transmet par voie aérienne, via des gouttelettes contenant les bactéries et expectorées par la toux des malades.

Composé d'une association d'antibiotiques, le traitement de Pasquale doit être suivi pendant au minimum six mois. La tuberculose est l'une des dix premières causes de mortalité dans le monde. Mais il faut savoir que près de 90-95 % des personnes infectées ne développeront pas la maladie, leur système immunitaire étant capable de combattre la bactérie qui en est responsable.



J'ai rencontré les dix nouveaux bénéficiaires accueillis cette année, et j'ai été frappé d'apprendre que beaucoup ont perdu leurs parents à cause de l'alcool. L'alcool de sorgho, dont la consommation peut être mortelle. « Pour le tester, les fabricants le mettent en bouche », me raconte Betram. « S'ils ne le recrachent pas immédiatement, c'est que sa teneur en alcool n'est pas assez élevée ! »

J'ai demandé à certains comment il se voyait dans une dizaine d'années. Ajuol Bol, 18 ans, en dernière année de primaire, veut devenir électricien. Ajuol a été nommé « préfet » dans l'organisation interne du foyer : en l'absence de Nyawella, il représente l'autorité et fait le lien entre l'école et les travailleurs sociaux. Paul Allafi (18 ans) aimerait devenir ingénieur, Luol Gor Malek (15 ans), médecin, James Aguer (14 ans), pilote de ligne, Francis Ladu (13 ans) mécanicien, et Angelo (11 ans), prêtre.

J'ai eu la chance de pouvoir faire une partie de foot avec les garçons. 😊

Un petit rapport de visite dédié à ce programme avec des photos de chaque bénéficiaire a été rédigé et est disponible sur demande ou téléchargeable sur le site internet d'ASASE.

Les donateurs du programme cette année ont été SVDP England & Wales (21%), SVDP International, via la CIAD (20%), Hilfswerk (8%) et ASASE (48%).

Ce programme est unique en son genre à Juba. Une centaine d'orphelins sont pris en charge par un programme gouvernemental à Juba, mais « ils ne mangent que des fèves, exclusivement », dit Betram.

Une anecdote qui souligne les espoirs que nous mettons dans ce programme : à l'aéroport, j'ai vu une ancienne bénéficiaire du foyer Sahafa (que nous avons soutenu à Khartoum pendant des années) : elle est devenue ambassadrice sud-soudanaise au Nigéria.

6. SVDP JUBA

6.1. Rose, chargée des relations publiques

Rose a commencé à travailler début mai. Elle est Kényane. Quand je l'ai rencontrée, c'était son premier mois en tant que salariée engagée. Elle avait terminé sa période d'essai. Ses premiers mois ont été assez satisfaisants, mais selon Betram elle doit persévérer dans ses efforts.

Sa mission principale est de développer le réseau local de SVDP, autant pour la formation professionnelle que pour les PGR) auprès des entreprises et des ONG présentes sur place.

C'est en allant dans un forum que SVDP a obtenu le contrat avec la municipalité de Juba pour l'atelier de menuiserie (pupitres pour école, cf p.22). SVDP va adhérer à une association (pour 50\$ par an), lui permettant d'être membre à part entière et invité officiellement à des forums. Cela permettra à SVDP d'être au courant des subventions, en particulier de l'ONU. Avant d'être officiellement acceptée, SVDP devra aller faire une présentation.

Beaucoup d'ONG sont présentes à ces forums : Care International, Medair, Médecins Sans Frontière, Unicef... La seule ONG locale est la Croix Rouge Sud-Soudanaise.

A part la présence à ces forums, SVDP bénéficiera aussi d'autres services annexes : notifications concernant la sécurité (mais Betram me dit être mieux informés qu'eux !), service de réservations de vols, ou encore évacuations en cas de besoin dans les zones dangereuses.

Rose est sous la supervision de William.

Comme elle se débrouille bien dans la rédaction en anglais, elle a été chargée aussi de rédiger les rapports aux bailleurs de fonds autrichiens.

Rose a un salaire normal, par rapport à la grille de salaires de SVDP.

Reste une zone grise concernant sa mission, qui reste à être mieux circonscrite. Rose a été recommandée par le diocèse de Rumbek. En fait, elle est supposée travailler aussi pour le partenaire autrichien ProSudan sur les projets qu'il finance à Rumbek, avec le diocèse, ou à Juba (l'école St Tereza à Kator). Mais ce sont des programmes qui n'ont rien à voir avec SVDP ! Et SVDP ne sait pas du tout dans quelle mesure elle est payée par Hans Rauscher, le président de ProSudan, dont les dons ont toujours été ponctuels.

Cette situation doit être éclaircie et s'il y a une activité en dehors de sa mission, elle doit être circonscrite. Rose était auparavant formatrice : elle aidait les femmes à mettre en place une activité indépendante. Elle m'a dit souhaiter les aider à faire des colliers, des sacs, qui pourraient être vendus pour des PGR. Je lui ai dit que la création d'un nouveau PGR n'est pas à l'ordre du jour et qu'elle devrait se concentrer sur sa mission de réseautage.



6.2. Relations avec les autorités

Comme indiqué en p.5, le litre d'essence est vendu à environ 270 SSP (1,35\$). Début octobre, **SVDP a obtenu un passe-droit pour acheter 3000 litres par mois à 60 SSP (0,30 \$) le litre.**

Seuls quelques institutions gouvernementales comme les ministères de la défense, de l'intérieur, ou des affaires étrangères, ainsi que le parlement, ont le même privilège.

Cela représente près de 65% de la consommation mensuelle d'essence de SVDP pour l'ensemble de ses programmes.

Cette demande avait été soumise aux autorités il y a déjà un moment.

En tant qu'organisation liée à l'Église, SVDP dépend, pour tout ce qui est exemption fiscale, du bureau des affaires religieuses du président²⁰.

Il faut s'y retrouver dans cette organisation administrative. « Par exemple », dit Betram, « si SVDP avait des projets hors Juba (ce qui n'est pas le cas actuellement) et si nous voulions y emmener des visiteurs, il faudrait une permission spéciale du Ministère des Affaires Humanitaires. »



6.3. Relations avec l'Église

En 2019, l'Église va fêter les 100 ans de la fondation de l'Église à Juba. C'est le nouveau (depuis deux ans) curé de la paroisse de Kator, où est situé le CFPDC, qui est en charge de l'organisation des festivités. Or il a fait régulièrement pression auprès de SVDP pour que les bénéficiaires des programmes contribuent à cette célébration par des dons. Betram a tenu bon. Parce que les apprentis et les élèves n'ont pas d'argent ; et que SVDP et ses programmes ne dépendent pas de l'Église. Récemment, il a calmé ce curé en lui disant que tous les employés avaient accepté de verser une partie de leur salaire pendant quatre mois, contribuant ainsi à hauteur de 150 000 SSP (750\$). Betram donne 8000 SSP par exemple (40\$).

En octobre, ASASE a viré 2000 \$ à SVDP pour que SVDP en fasse don à l'Église pour l'évènement. Le jour du lancement officiel du centenaire le 30 octobre, SVDP a été invité, et l'évêque Paulino et l'évêque auxiliaire Santo ont exprimé leur reconnaissance pour cette contribution exceptionnelle.

²⁰ Avant c'était le ministère du Travail.

6.4. Relations avec les banques

Lorsque SVDP a vidé ses comptes de la Buffalo, en début d'année, pour transférer ses avoirs à l'Ecobank, le solde qui apparaissait sur les relevés de la Buffalo était erroné. SVDP l'a signalé et, après une enquête, la banque a mis ça sur le compte d'une erreur informatique.

6.5 Relations avec les auditeurs

Selon Marlene, la comptable, le travail avec l'auditeur se passe bien. Il est venu en juin et en septembre. Au début, il a dû établir les règles et les *process*, maintenant, il vérifie juste que ce soit fait.

6.6. Management interne

La priorité doit être, pour Betram, de trouver un adjoint qui soit capable de le remplacer en son absence. Ce qui n'est pas le cas avec William, qui manque d'autorité naturelle, de compétences et d'ambition.

Betram connaît quelques personnes susceptibles d'être intéressées par le poste et qui pourraient être à la hauteur, mais elles sont dinkas. Or la gestion des ressources humaines doit malheureusement tenir compte des **rivalités tribales**.

Bol, le nouveau directeur des ressources humaines, embauché en 2018, est dinka. Il travaillait avant pour l'université. Betram est content de lui : *« Chaque employé a un dossier maintenant. Bol gère les contributions sociales qui sont reversées chaque mois à l'Etat. Je l'envoie quand il y a des affaires à régler avec les ministères.*

Et cette année, nous avons embauché deux jeunes femmes dinkas : Sunday Fall [qui était à la réception de la maison d'hôtes, mais ce n'était qu'une embauche temporaire] et Awak, la secrétaire administrative » [photo ci-contre].

Si je propose encore l'embauche d'une personne dinka, ça risque de créer des problèmes... surtout à ce poste. »



Awak était secrétaire dans l'administration de la formation professionnelle il y a quelques années. Puis elle est partie au Kenya poursuivre des études. Quand la formation de menuiserie a été arrêtée, Peter, un des formateurs, a été gardé pour le PGR Fabrication de meubles, et Moses, l'autre formateur, a été mis au secrétariat de la formation. C'est Moses qui gère notamment la base de données de la formation professionnelle. C'est un des rares qui soit à l'aise avec l'informatique.

En ce qui concerne le personnel administratif (pour le personnel technique, c'est complètement différent), il me semble, année après année, que rares sont les employés réellement engagés, motivés, travailleurs et efficaces.

Betram le dit autrement : « *les employés, même les soi-disant managers ou directeurs, n'ont qu'une ambition très limitée* ».

Depuis quelques temps, Marlene, la comptable, partait à 13h pour récupérer son enfant à la sortie de l'école. Il a été décidé d'envoyer chaque jour un chauffeur pour aller récupérer le gamin.

Alice, son assistante donne satisfaction.

La prochaine élection pour la présidence du National Council aura lieu en 2019. Betram aimerait compter sur le soutien de Mogga et de William. Mais aucun ne semble prêt à se porter candidat.

*

Le deuxième dimanche, à la messe, une des lectures ²¹ a été abondamment commentée par l'officiant, qui s'est adressé aux fidèles avec vigueur, étant donné le contexte : « *D'où viennent les guerres, d'où viennent les conflits* ».

entre vous ? N'est-ce pas justement de tous ces desirs qui mènent leur combat en vous-mêmes ? vous êtes pleins de convoitises et vous n'obtenez rien, alors vous tuez ; vous êtes jaloux et vous n'arrivez pas à vos fins, alors vous entrez en conflit et vous faites la guerre. »

L'après-midi même, c'est avec l'espoir du rétablissement d'une paix durable que j'ai quitté le pays.

J'ai été très heureux de partager ces moments avec Lucienne, Jean et Patrick : cela a consolidé encore les liens qui nous unissent dans nos efforts pour financer les actions de SVDP Juba.

Aux équipes de SVDP, en particulier à Betram, dont l'engagement et la détermination forcent l'admiration, je renouvelle mes chaleureux remerciements pour leur accueil, leur disponibilité et leur confiance.

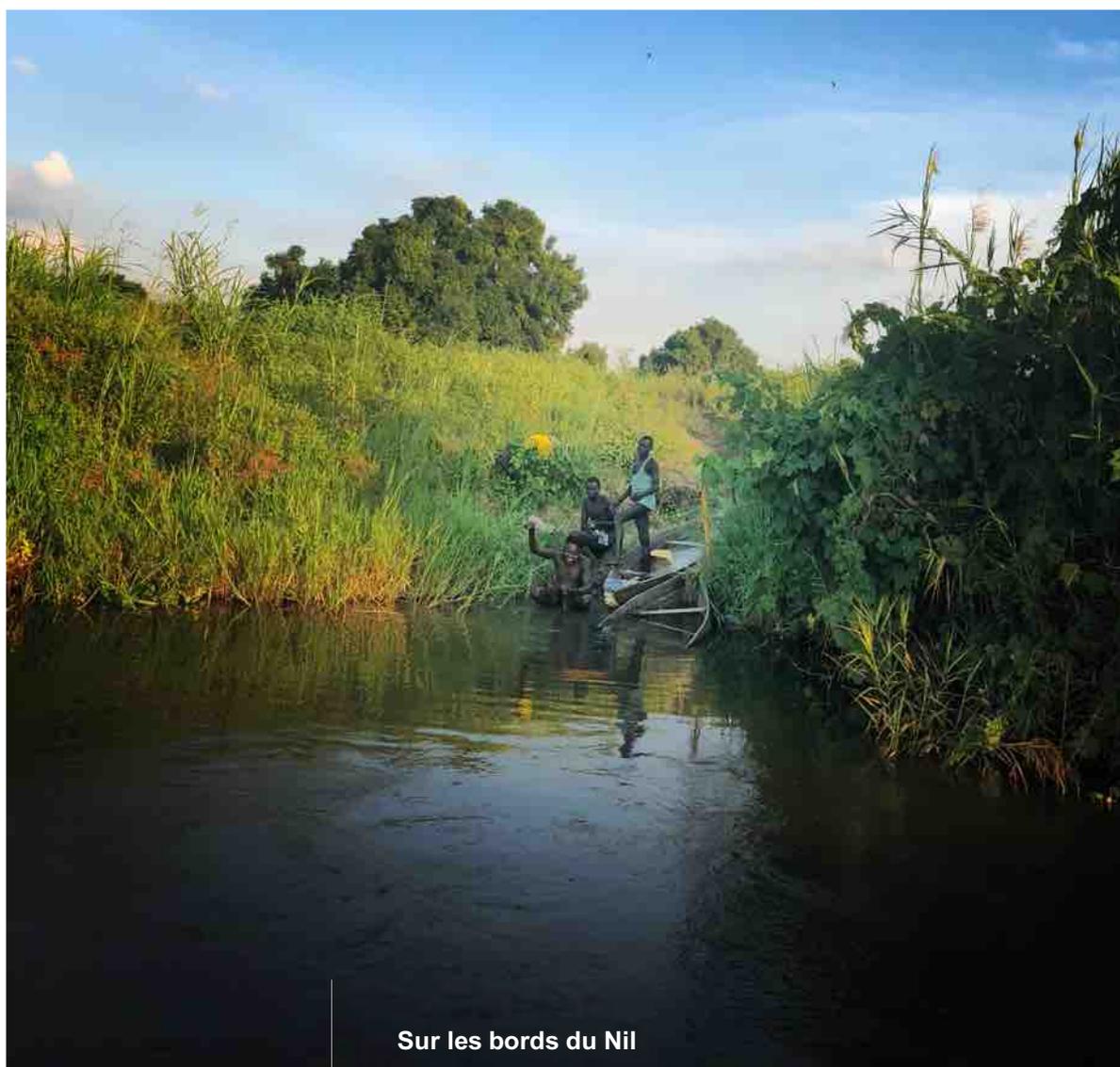
Et à tous les Amis ou donateurs qui nous suivent et nous soutiennent, je dis « *Yallah, continuons !* ».



Marlin, la comptable, et Sunday Fall, réceptionniste de la maison d'hôtes

Patrick Bittar
Directeur d'ASASE
Novembre 2018

²¹ Lettre de saint Jacques, 4, 1



Sur les bords du Nil